

CE QU'ON FAIT MANGER AUX FRANCAIS

ENQUÊTE À RUNGIS page 2

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

le quotidien du peuple

SAMEDI
DIMANCHE

13
MARS
1976

N° 134

1,50 F

Belgique : 15 F
Commission paritaire n° 56 942

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

LIBAN

Malgré les incertitudes PUISSANT COURANT PATRIOTIQUE

Aggravation de la confusion ? Nouveau pas vers la «confessionnalisation» du Liban ? Coup de force fasciste ? Telles sont les questions qui surgissent au lendemain de l'initiative du général Ahdab, qui s'est proclamé gouverneur militaire. Autant d'interrogations auxquelles un examen attentif de la réalité semble permettre de répondre non.

Certes, bien des incertitudes subsistent quant à la position des différentes forces politiques et militaires à l'égard de cette tentative, et la Syrie, qui est fortement intervenue au Liban dans la dernière période, n'a toujours pas pris officiellement position.

Au centre de la crise libanaise, depuis maintenant des mois, il y a, on le sait, la question de la participation de ce pays à la lutte de libération arabe. Le dernier cessez-le-feu était intervenu, alors que les forces qui veulent maintenir le pays dans son isolement, et qui avaient dans ce but déclenché la crise, se trouvaient dans

un rapport de forces militaire unanimement jugé comme défavorable.

Quels nouveaux facteurs sont intervenus depuis ? Sur le plan politique, l'échec complet de toutes les tentatives de solution s'appuyant sur les clans de politiciens qui dominent jusqu'ici la scène libanaise. Particulièrement, la droite pro-américaine, de Camille Chamoun aux Phalanges, en passant par le président de la République Frangié, s'entêtait à refuser de céder sur quoi que ce soit. Maintenir intégralement la constitution fondée sur le confessionnalisme, qui leur permettait d'exercer une part considérable du pouvoir ; s'appuyer sur cette situation pour enfoncer toujours plus le pays dans les conflits internes, y impliquer la Résistance Palestinienne pour l'affaiblir. Telles étaient, comme toujours, leurs positions.

Face à l'impasse ainsi provoquée, les événements dans l'armée sont venus encore renforcer considérablement les par-

tisans d'une intégration du Liban au monde arabe : l'armée libanaise arabe, formée de soldats et officiers patriotes, a réussi en quelques jours à occuper la majorité des casernes libanaises.

Aujourd'hui, en tentant de dénouer la situation, le général Ahdab, vraisemblablement soutenu par une partie importante de l'Etat-Major, tire au moins en partie les conséquences du nouveau rapport de forces : il proclame le caractère arabe du Liban, nie par la droite pro-américaine ; il reconnaît la nécessité de donner à l'armée libanaise un caractère national qui lui a toujours fait défaut ; il affirme soutenir la lutte du peuple palestinien ; il exige la démission du pro-américain Frangié.

Ce que valent ces promesses, c'est ce qu'on peut mettre en doute quand on connaît les actions anti-patriotiques menées à plusieurs reprises par l'Etat-Major. Que le général Ahdab fasse la politique des forces qui ont combattu les armes à la main contre les isolationnistes, ou de «l'armée arabe du Liban», c'est ce qu'on peut mettre en doute. En tous cas, que le coup réussisse ou non définitivement, ces prises de position mettent clairement en lumière qu'il n'est pas possible d'envisager une solution à la crise libanaise en dehors d'une participation de ce pays à la lutte patriotique des peuples arabes.

Jean LERMET

Soutien de masse à l'armée arabe du Liban



Les 90 % d'allocation d'attente

UN AN DE BLUFF PATRONAL



voir page 5

Nouvelle menace sur le franc : VERS LA DÉVALUATION page 4

PAYS BASQUE LA PAROLE A L'E.T.A.

page 12

SOMMAIRE

- Cantonales : pourquoi la poussée du PS ? -p. 3-
- Les femmes au foyer : pour camoufler le chômage -p.3-
- Espagne : la semaine de Vitoria -p. 7-
- L'actualité en images : photos du Sahara occidental -p. 8-
- Des films sur la Chine (de Joris Ivens et M. Loridan) -p. 8-
- Les paysans en lutte -p. 9-
- Cinéma : l'Olivier -p. 11-

ENQUETE

CE QU'ON FAIT MANGER AUX FRANCAIS

(11)

RUNGIS : LE NOUVEAU VENTRE DE PARIS

EN PARCOURANT LES HALLES

Quatre heures du matin. Déjà à plusieurs kilomètres de Rungis, le va et vient des camions frigorifiques venus de toutes les régions de France, se fait dense sur l'autoroute du sud. Après le péage, on entre dans la zone du marché d'intérêt national de Rungis. A cette heure-ci il n'y a pas une grosse animation. Dans le noir, le jour n'est pas encore levé, la première impression est froide : les bâtiments sont isolés, clairsemés au milieu d'un vaste parc à camions. Le long de leurs quais, des wagons de chemin de fer attendent. Tout autour du pavillon de la boucherie, des «Fenwick» s'affairent autour des poids

les quartiers frottent encore par terre ou contre les camions.

C'est vous les forts des Halles ?

- Ah, non ils n'existent plus, que pour amener le muguet à Giscard, pour la frime !

Le spectacle de la halle de boucherie est saisissant. Des milliers de carcasses pendues à des crochets diffusent une lumière rose. Des milliers de bœufs, de veaux, de moutons, d'agneaux, serrés le long de rails sont l'objet d'un formidable négoce. Le tout dans le bruit assourdissant des crochets qu'on fait glisser le long des rails, considérable amélioration qui soula-

bondés de volailles, de porcs, de fruits et légumes, de beurre, de fromages, de marée. Hier 244 tonnes de volailles sont arrivées. C'est un tonnage plutôt faible : en général il est de 300 à 400 tonnes. A Noël, on arrive à 500 tonnes. Dans la halle de la volaille, des dizaines de milliers de poulets, des lapins, et même quelques sangliers, dans le remue ménage incessant du négoce et le vacarme des discussions. Le poulet marche bien. SUMA achète régulièrement par 35 tonnes d'un coup ! Pour les travailleurs c'est moins rose : «j'habite à la porte de Pantin, et j'ai 200 F de transports à ma charge pour venir bosser ici, sans compter le péage. Le travail est dur, surtout dans le froid et la pluie, vu que le poulet doit rester au frais. Quand à la paye avec toutes ces primes, on n'a pas intérêt à tomber malade !».

C'est une odeur douceâtre, fade qui nous accueille dès l'entrée de la triperie : amoncellement incroyable de tripes fraîches, de foies par centaines perdant encore leur sang, de têtes de veaux en lignes sur leurs crochets, de têtes de porcs, de moutons dans d'immenses bacs. Partout le sol est rougeâtre, glissant : la sciure est interdite pour raison d'hygiène. A la sortie de la halle, une marchande propose de manière presque artisanale thym, persil, laurier et champignons de Paris...



L'avenir de Rungis

Mars 69, la fin de la période gaulliste : les nouvelles Halles de Rungis ouvrent. Avec le milliard de francs d'investissements qu'elles ont nécessité, elles furent un des grands projets de l'époque avec les autoroutes, Roissy, etc... qui devaient permettre un développement rapide de l'impérialisme français.

Les vieilles Halles de Baltard, conçues en 1860, étouffaient dans un corset trop étroit. La population de Paris était passée en un siècle de 1,5 millions à 10 millions d'habitants. De plus les rats prospéraient dans les vieux pavillons...

L'Etat voulait doter la capitale d'un marché de gros à vocation nationale et internationale.

Sept ans après, les faits sont là : Rungis ne rediffuse qu'assez peu de produits vers la province et l'étranger.

La moitié environ du marché de gros passe par des «circuits directs» en court-circuitant Rungis. Voilà qui explique la morosité des grossistes, leur inquiétude pour l'avenir.

Où sont les causes du «déperissement» de Rungis ?

La stagnation de la consommation alimentaire des travailleurs a constitué une première limite à l'expansion du marché : durant les dix dernières années, la part des dépenses alimentaires dans le budget des ménages a diminué. Ce phénomène a été accompagné d'un glissement de la consommation vers des aliments meilleurs : marché. A Rungis, par exemple, la volaille se développe au détriment relatif du bœuf, trop cher au détail.

Face à la concurrence inter-impérialiste, la bourgeoisie a cherché à réduire au maximum les prix de revient, tout en augmentant ses marges bénéficiaires dans le secteur agro-alimentaire et de la distribution. Les super-marchés ont poussé partout, les firmes agro-alimentaires se sont chargées d'intégrer et de

dizaines de témoignages, de réflexions collectives de travailleurs qui sont indispensables. Il faut que les paysans, les ouvriers des industries alimentaires puissent apporter leurs connaissances aux autres travailleurs. Car si un certain nombre de choses commencent à être connues, toutes sont loin de l'être. C'est un premier procès de masse de l'alimentation que nous impose le capitalisme, que nous devons ouvrir ensemble ! Alors, producteurs ou «consommateurs», écrivez-nous sans tarder pour y contribuer !

QUELQUES COURS DES HALLES DE RUNGIS

Porc entier/kg	8,40 à 9 F
Bœuf entier/kg	12 à 16 F
Mouton entier/kg	16 F
Lapin entier/kg	12 à 16 F
Poulet entier/kg	3 à 6 F
Beurre entier/kg	12,80 à 15 F
Lait demi-écrémé	11 30

Il est toléré que les particuliers achètent à Rungis le samedi.

lourds. Ils transportent des carcasses que deux manutentionnaires, aux longs tabliers rougis de sang font passer.

Rungis, qu'est-ce que c'est pour vous ?

- Rungis ? C'est le bagne ! Ce n'est pas comme les anciennes Halles. Il n'y a plus

ge les garçons bouchers du poids de bêtes de plusieurs centaines de kilos. Entre les rangées circulent de tous côtés des chariots, des vendeurs en blouse noire, des acheteurs en civil. Un boucher détaillant vient de choisir soigneusement un mouton : «Je l'ai pris pas trop gras, il est plus avantageux... venir ici ce n'est pas facile, 2



aucune ambiance ! Avant à chaque camion déchargé, on pouvait se permettre d'aller au café le temps qu'il sorte ! Ici on n'est pas descendu du camion, qu'on en a un autre à décharger. C'est 30 tonnes toutes les trois heures et ainsi de suite ! Depuis qu'on est ici le travail a doublé ! Et il faut encore payer le péage ou garer à des kilomètres et venir à pied !

Et question d'hygiène ?

- C'est un peu plus propre, on ne voit plus de rats pendus après la viande, mais

fois la semaine je me lève à 3 heures du matin, pour faire vingt kilomètres».

Un vendeur en gros regrette les vieilles Halles : «Ce n'est pas que l'ambiance soit mauvaise, mais question travail, ça ne va pas ; les petits bouchers viennent moins !» Tous les jours 300 à 600 tonnes de viande passant de main en main. Pour l'ensemble des denrées de Rungis, c'est l'équivalent en prix d'un hôpital de 1700 lits qui est vendu. Chaque jour des dizaines de camions, de wagons échouent sur son territoire.

La dernière image que nous rapporterons du nouveau ventre de Paris n'est pas celle de l'abondance : c'est celle d'un homme cherchant des fruits et des oignons dans l'immense tas de cageots de fruits invendus, derrière le pavillon de la Marée : «C'est le Quotidien du Peuple ? Je connais, c'est un journal pour nous ! Aujourd'hui je cherche quelque chose pour mes 4 gosses, je suis au chômage, mais demain c'est les bourgeois qui finiront là !».

Pierre PUJOL

à la fin du siècle dernier : les halles vues par zola (Extrait du «ventre de Paris»)

Autour des neuf bancs de criée, rôdaient déjà des revendeuses, tandis que les employés arrivaient avec leurs registres, et que les agents des expéditeurs, portant en sautoir des gibecières de cuir, attendaient la recette, assis sur des chaises renversées, contre les bureaux de vente. On déchargeait, on débailait la marée, dans l'enceinte fermée des bancs, et jusque sur les trottoirs. C'était, le long du carreau, des amoncellements de petites bourriches, un arrivage continu de caisses et de paniers, des sacs de moules empilés laissant couler des rigoles d'eau. Les compteurs-verseurs, très affairés, enjambant les tas, arrachaient d'une poignée la paille des bourriches, les vidaient, les jetaient, vivement ; et, sur les larges mannes rondes, en un seul coup de main, ils distribuaient les lots, leur donnaient une tournure avantageuse. Quand les mannes s'étaient épuisées, Florent put croire qu'un banc de poissons venait d'échouer là, sur ce trottoir, râlant encore, avec les nacres roses, les coraux saignants, les perles laiteuses, toutes les moires et toutes les pâleurs glauques de l'océan.

Pêle-mêle, au hasard du coup de filet, les algues profondes, où dort la vie mystérieuse des grandes eaux, avaient tout livré : les cabillauds, les aigrefins, les carrelets, les plies, les limandes, bêtes communes d'un gris sale, aux taches blanchâtres ; les congres, ces grosses couleuvres d'un bleu de vase, aux minces yeux noirs, si gluantes qu'elles semblent ramper, vivantes encore ; les raies élargies, à ventre pâle bordé de rouge tendre, dont les dos superbes, allongeant les nœuds saillants de l'échine, se marbrent, jusqu'aux baleines tendues des nageoires, de plaques de cinabre coupées par des zébrures de bronze florentin.

Puis, venaient les beaux poissons, isolés, un sur chaque plateau d'osier ; les saumons, d'argent guilloché, dont chaque écaille semble un coup de burin dans le poli du métal ; les mulets, d'écailles plus fortes, de ciselures plus grossières ; les grands turbots, les grandes barbes, d'un grain plus serré et blanc comme du lait caillé ; les thons, lisses et vernis, pareils à des sacs de cuir noirâtre ; les bars arrondis, ouvrant une bouche énorme, faisant songer à quelque âme trop grosse, réduite à pleine gorge, dans la stupefaction de l'agonie.

POLITIQUE

Cantoniales

POURQUOI LA POUSSÉE DU PS ?

Le deuxième tour des élections cantonales, dimanche, précisera les orientations générales de l'électorat, dégagées il y a une semaine. Il est clair que, même parmi ceux qui votent, (et plus d'un électeur sur 3 s'abstient) les travailleurs n'ont guère d'illusions sur l'importance du changement que peut apporter la poussée de la gauche enregistrée le 7 mars.

L'INTERET DE CES ELECTIONS

Ces élections cantonales de 1976 ont pourtant un intérêt différent des traditionnels affrontements locaux de ces dernières années. On sait, bien sûr, que l'enjeu, pour tous les partis politiques de la bourgeoisie, concerne leur influence locale, leur clientèle de notables, leurs miettes de pouvoir.

Mais, après bientôt deux ans de giscardisme, la majorité actuelle a perdu très largement le halo d'illusions qu'elle s'était fabriqué. Sa politique de plus en plus brutale à chaque fois que la colère et les luttes populaires s'expriment, ruine ses chances de faire croire au «changement». La gauche officielle profite à bon compte de la politique indéfendable menée par Giscard. Elle se sent le vent en poupe et fait tout pour que l'affrontement, ordinairement mineur, des cantonales prenne le caractère d'un enjeu important. Elle s'appuie sur les vastes aspirations au changement, et, dans une certaine mesure,

elle réussit à raviver l'illusion que ces élections pourraient changer quelque chose. Ainsi, la baisse des abstentions (34,6% au premier tour contre 38,2% en 1970) traduit-elle, à sa manière, ces aspirations. Quand on creuse cependant l'enquête, on s'aperçoit que les travailleurs qui votent n'ont pas d'illusions sur la profondeur du changement qu'ils attendent de la gauche.

LA POUSSÉE DE LA GAUCHE

La gauche dimanche, affirmera sans doute, sa progression après ces 56% des suffrages au premier tour, mais c'est le PS qui en profitera le plus. Ce parti gagne sur la gauche comme sur sa droite. D'abord, apparaissant comme un parti-charnière, il draine les voix de ceux qui votaient pour les centristes, maintenant englobés dans la majorité. D'autre part, le PS profite de l'incapacité du PCF à développer une perspective politique attirante. A cet égard, les présidentielles, comme les cantonales, marquent le même «rééquilibrage» au profit du PS, et, par voie de conséquence, l'échec de la ligne du 21^e et du 22^e congrès. La politique révisionniste se révèle une fois encore impuissante à damer le pion au PS. Celui-ci, en retour, bénéficie des écroulements suscités par le PCF. Le PS «nouvelle manière», réussit, dans le cadre étroit de la joute électorale, à se donner une image de nouveauté (comme un publicitaire réussit à lancer un nouveau yaourt). Mais son succès dans les isolements ne saurait masquer son absence éternelle dans les luttes et sa collusion camouflée avec Giscard.

La majorité giscardienne, pour sa part, sonde encore un peu plus la faiblesse de la coalition politique qu'elle réunit tant bien que mal. Le rôle qu'elle donne ainsi au PS, en réserve d'une éventuelle association avec lui, n'en prend

que plus de relief, pendant que l'UDR recule inexorablement, à mesure que les effets du mythe gaulliste de collaboration de classes et de «grandeur de la France» s'estompent.

Le sondage publié hier par «France-Soir», indiquant que 54% des électeurs voteraient à gauche vient illustrer —avec la superficialité, il est vrai, de tout sondage— ce recul de la majorité.

Mais, les travailleurs conscients savent bien, en définitive, qu'il s'agit dimanche de rééquilibrages entre des partis de la bourgeoisie, tous partisans du capitalisme, avec des nuances dans sa rénovation. Ils fondent, au fond, leur espoir et leur idée du succès sur les luttes qu'ils mèneront. Et dimanche, ils s'abstiendront.

Paul LEFORT

Le deuxième tour ne concerne plus que 935 cantons, contre plus de 1800 dimanche dernier.

Les «personnalités» de la majorité qui risquent de perdre leur siège sont nombreuses : Debré à Amboise, Cavaillé à Toulouse, Soisson à Auxerre, Granet à Romilly, Abelin à Châtelleraul.

Les conseils généraux qui risquent de «changer de mains» sont ceux du Val de Marne, du Val d'Oise, de l'Essonne, dans la région parisienne. La gauche espère aussi les présidences des conseils des départements suivants : Territoire de Belfort, Gironde, Côtes du Nord, Savoie, Isère, Puy de Dôme, Ardennes et Allier.

Les femmes au foyer

POUR CAMOUFLER LE CHÔMAGE

Claude Leroux, ancienne directrice de «Elle» a tenté en 60mn de convaincre les femmes des avantages à rester au foyer. C'était jeudi soir à TF1, l'indice IFOP serait passé de 42% à 47% en sa faveur à la fin de sa prestation. Mais qui a-t-elle vraiment pu convaincre ?

Claude Leroux a abandonné son travail pour se «consacrer à son foyer». «Une femme qui travaille est peut-être une femme émanicipée. Celle qui reste à la maison est une femme libre». Libre parce qu'elle n'a pas de petit chef sur le dos, qu'elle n'a pas à pointer, à exécuter un travail imposé et

son mari et ses enfants dont elle peut surveiller l'éducation. Si les femmes ne travaillaient pas, il n'y aurait pas de couples brisés, de jeunes délinquants, en un mot, ce serait le bonheur. Et madame Leroux termine sur un appel aux hommes pour qu'ils comprennent le privilège d'avoir leur épouse à

aspects les plus aliénants du travail des femmes : travail sous qualifié, rébarbatif...

Mais plutôt que de parler de la lutte des femmes contre l'exploitation à l'usine, elle leur a présenté le foyer comme un paradis.

Mais en quoi rester à la maison est moins aliénant que de travailler à l'usine ou au bureau ?

Pour une bourgeoise comme madame Leroux, disposant d'un revenu confortable, les tâches ménagères c'est la «bonne» qui s'en occupe ; elle se réserve de faire de temps en temps la cuisine, quand elle en a envie ou de tricoter un pull. Mais pour les femmes du peuple, clouées à leur évier ou à leur machine à laver, passant la journée en tâches ménagères, quel épaulement ? Madame Leroux a préféré glisser sur cet aspect des choses, se montrant méprisante pour les ménagères, conseillant même à madame Eluard cette mère de 7 enfants enfermée dans son HLM de faire de la gymnastique pour maigrir.

Confiner, la femme travailleuse dans son intérieur, c'est l'isoler sans possibilité d'agir sur les événements, la rendre totalement dépendante du mari. Le travail donne un minimum d'autonomie économique offre des possibilités de lutte, élargit l'horizon et brise l'isolement des femmes.

A l'usine directement et plus clairement confrontée à l'exploitation capitaliste, les femmes ont la possibilité de s'organiser pour lutter et de prendre conscience de tous les aspects de leur exploitation en tant que travailleuses et en tant que femmes.

TRAVAILLER : UN DROIT A CONQUÉRIR POUR LES FEMMES

Ce n'est pas un hasard si on nous repart aujourd'hui de la femme au foyer. Comme cela faciliterait les choses aux patrons si par milliers les femmes acceptaient de bon gré, de rentrer dans leurs cuisines, ça ferait autant de chômeurs recensés en moins et ça affaiblirait les luttes des travailleurs auxquelles les femmes participent activement.

Soumettre les femmes c'est pour la classe au pouvoir se soumettre les travailleurs, le combat pour la libération des femmes renforce le camp des travailleurs. Le travail des femmes est un droit qui reste à conquérir.

Actuellement le travail est rendu très difficile pour les femmes parce qu'il n'existe pas de crèches dans les entreprises ou sur les quartiers, que la garde des enfants est trop chère, qu'après le travail la plupart des femmes sont astreintes à un supplément de travail ménager. Au lieu de dénoncer cet état de fait de lutter pour que les tâches ménagères soient prises collectivement en charge, que les équipements nécessaires soient réalisés, madame Leroux appelle à un retour de la femme au foyer.

Ce temps est révolu, les femmes du peuple ont déjà conquis de haute lutte certains droits et sont décidées à poursuivre la lutte pour parvenir à une société qui leur accorde la même place qu'aux hommes.

Serge LIVET

Concorde aux USA ? L'ULTIMATUM DES COMPAGNIES

La British Airways et Air France ont prévenu les USA que Concorde atterrirait à New-York le 10 avril, en vertu de l'accord donné par Coleman, le secrétaire d'Etat US aux transports. Les deux compagnies ont donc feint d'ignorer l'interdiction d'atterrir prise par l'Etat de New-York, et voulu mettre le gouvernement US au pied du mur. L'Etat de New-York a riposté en interdisant l'atterrissage de Concorde sur ses aéroports pour 6 mois au moins. Malgré cela, les deux compagnies annoncent qu'elles passeront outre.

Personne ne sera dupe. Jamais les compagnies françaises et anglaises ne tenteront cette aventure. Il ne s'agit là que d'un durcissement de ton pour obtenir des concessions du gouvernement américain. Les gouvernements

français et anglais font comme s'ils refusaient de rentrer dans le jeu US qui autorise l'atterrissage de Concorde au niveau fédéral mais annule en fait cette décision en laissant l'Etat de New-York interdire Concorde. Ils s'adressent directement aux autorités fédérales et tentent de les forcer à autoriser l'atterrissage.

L'ultimatum des deux compagnies a bien peu de chance d'être pris en considération. Le gouvernement américain a suffisamment de moyens de pression pour les faire revenir sur leur décision. La France et l'Angleterre jouent là un rôle qu'elles n'ont pas les moyens de tenir, elles ne peuvent espérer concurrencer les USA sur le plan aéronautique alors que, politiquement, elles en sont de plus en plus dépendantes.

En bref

Agression contre des syndiqués CFDT au rassemblement des femmes salariées

Ce matin, sur la boîte, la cellule d'entreprise du PCF a diffusé un tract dénonçant la répression du patron au niveau syndical. Jusque là, on est d'accord, mais là, où on l'est beaucoup moins, c'est qu'elle a pris l'initiative de saisir un député PCF de notre cas, lequel a écrit une lettre au ministre du travail dans laquelle est indiqué que tout ceci a été fait avec l'accord des élus CGT et CFDT de l'entreprise. Or, les dits élus CFDT n'ont jamais été contactés. Nous avons donc fait une information en disant qu'on n'était pas du tout d'accord sur ce genre de récupération et nous avons mis au point une lettre qu'on va adresser au PCF, à l'Humanité, et aussi à tous les journaux qui sont susceptibles d'être intéressés par l'information et par la mise au point.

Correspondant Assurance du Groupe de Paris

Le PCF a l'œuvre aux AGP

Au rassemblement organisé par la CGT au square de la Trinité sur les femmes travailleuses, des militantes de la Commission Femmes de la CFDT des Assurances qui diffusaient un tract, ont été agressées. Aujourd'hui, il a été décidé de faire une mise au point et d'adresser une lettre à la CGT sur les problèmes de l'unité syndicale et de la démocratie syndicale. Les filles du syndicat Assurances CFDT ont envisagé de contacter les filles du groupe femmes du 9^e qui ont été agressées aussi, et elles envisagent des actions en commun avec elles, sur un plan plus large que l'action syndicale.

Communiqué de «l'employé en lutte»

Vague de mutations chez les officiers de Lons-le-Saunier

A Lons-le-Saunier, 28 officiers et sous officiers du 60^e RI viennent d'être mutés dans d'autres garnisons. Certes, le fait n'est pas nouveau, et les officiers en particulier, changent souvent d'affectation. Ce qui est surprenant, c'est l'ampleur d'un tel mouvement. N'est-il pas dû à des changements dans l'armée, au fait qu'un certain nombre de cadres commencent à prendre en compte les revendications des soldats et se rapprochent d'eux ?

S.J. Lons-le-Saunier



monotone ; qu'elle peut s'adonner à toutes sortes d'activités - culturelles, politiques, sportives, etc... - et rester à la maison. C'est un bon calcul, car on fait des économies : on a le temps de confectionner des repas moins coûteux, de surveiller les prix, avec l'allocation logement, le salaire unique, les économies sur la garde des enfants et sur les impôts, c'est presque aussi rentable de rester à la maison que d'aller à l'usine. Enfin la femme au foyer est beaucoup plus disponible pour

la maison et qu'ils les encouragent en les complimentant sur leur cuisine, et en leur donnant suffisamment d'amour juste récompense de l'effort matrimonial.

LA FEMME AU FOYER : L'ESCLAVAGE ET L'ISOLEMENT

Voilà ce que cette femme de cadre supérieur a raconté pendant une heure pour inviter les femmes qui travaillent à réintégrer le foyer. Elle a eu l'habileté de s'appuyer sur les

INFORMATIONS GÉNÉRALES

LES ÉCOLES D'HABY SE METTENT EN PLACE

A pareille époque l'an dernier, Haby lançait son projet de réforme de l'enseignement. On sait comment la lutte des collégiens et lycéens l'accueillit. Aujourd'hui, vicieusement, le ministre met son projet en œuvre par petites tranches. Il a en effet publié jeudi les premiers avant-projets de décrets portant sur les écoles maternelles et élémentaires. Pour l'école maternelle, le décret ne fait qu'entériner la pénurie actuelle en disant que les enfants doivent y être accueillis « en fonction des possibilités d'accueil ». Par ailleurs, le texte institutionnalise les « aides-éducatrices », recrutées par la municipalité, et qui feront le même travail que les institutrices sans être payées. Avec le nombre énorme d'enfants par classe et la faiblesse du nombre des institutrices, la pratique de la garderie s'étendra aux dépens des activités d'éveil des enfants.

Pour l'école élémentaire, l'enseignement deux vitesses est institué : une vitesse pour les enfants des riches, qui pourront entrer, sur dérogation, en cours préparatoire dès 5 ans, et qui pourront faire une seule année de cours préparatoire première année (CP 1). Les enfants du peuple, par contre, sous prétexte de tenir compte des « rythmes les mieux appropriés aux possibilités et aux besoins des enfants », rentreront plus tard en CP 1 et y resteront deux ans. Les retards, les redoublements, disparaissent ainsi comme par magie. Il s'agit en fait de les institutionnaliser.

Tout le projet d'Haby d'ailleurs est traversé par cet axe de sélection impitoyable : il s'agit, à tous les niveaux, d'isoler les « bons » des « retardés » en des classes distinctes, afin de « personnaliser » l'enseignement, c'est-à-dire, en fait, d'isoler les enfants de la bourgeoisie de la masse des autres.

En bref

Agression fasciste contre des lycéens

Mercredi, à 12 H, un lycéen, membre de l'UCJR, qui vendait des journaux à la porte de son établissement, à Chatenay, a été agressé par une bande de fascistes. Vendredi, les mêmes nazillons de l'UNI sont revenus à la charge avec des matraques et des fléaux japonais, après avoir fait la tournée des lycées de la région. Comme d'habitude, les flics ont laissé partir sous bonne garde ces « pauvres diffuseurs de tracts à qui tout le monde en veut ». Les fascistes repointent leur nez, mais ils trouveront à qui parler.

Poniatowski assez !

Après ses déclarations de mardi, aux obsèques du CRS Le Goff, Poniatowski récidive : « Il faut arrêter les criminels qui ont tiré ou fait tirer sur les CRS » a-t-il déclaré. L'intoxication policière reprend donc de plus belle, après la découverte d'un prétendu complot pour faire sauter le ministre de l'intérieur. Tous les travailleurs doivent se mobiliser pour faire échec aux visées agressives de la bourgeoisie.

Menaces fascistes dans la police

Cousin, secrétaire général du « syndicat indépendant » des CRS, honore le journal « Le monde » d'hier d'un article virulent. Les menaces qu'il y profère sont claires : « si le nécessaire n'était pas fait dès à présent, nous dégagerons solennellement notre responsabilité sur les conséquences extrêmement graves, qui, inmanquablement, découleront des événements ». Tout en prétendant que les CRS « se garderont de tout geste incontrôlé », il menace « les CRS ne se laisseront pas massacrer sans riposter ».

CONFÉRENCE DE PRESSE
DE LA COORDINATION NATIONALE DES ÉLÈVES
REVOLUTIONNAIRES

Lundi 15 mars à 14 heures - AGECA

1^{ère} REUNION DE LA COORDINATION PARISIENNE
DES ÉLÈVES REVOLUTIONNAIRES

Samedi 13 mars - AGECA à partir de 14 h 30

Nouvelle menace sur le franc VERS LA DEVALUATION ?

La fièvre monte sur les principales places financières. Au centre de cette nouvelle passe d'arme monétaire, on trouve la livre. La monnaie anglaise qui depuis quatre ans flotte hors du « serpent » monétaire européen n'a cessé de se déprécier. Elle a ainsi perdu 24,5 % de sa valeur par rapport au dollar, 30 % par rapport au franc, et 39 % par rapport au Deutsch Mark (D.M.).

C'est donc pour se prémunir de la constante baisse de valeur de cette monnaie que les détenteurs de livres sterling se dépêchent de les échanger contre les devises jugées plus sûres... le D. M., le florin mais pas le franc. Conséquence le franc se déprécie par rapport au D.M. A leur tour, les détenteurs de francs préfèrent se séparer au plus vite de cette devise dont l'évolution leur paraît incertaine. Ils convertissent leur franc en D.M., en florin ou en franc suisse contribuant ainsi à faire baisser les cours du franc.

Les responsables directs de ces désordres monétaires ce sont les grandes banques et les grandes firmes multinationales qui jouent une monnaie contre l'autre dans le but de gonfler artificiellement leurs profits.

Pour défendre la parité du franc vis-à-vis du D.M. et donc pour maintenir le franc dans le « serpent » la banque de France est intervenue à plusieurs reprises en vendant des francs sur le marché. En un mois, les réserves en devises de la France ont baissé de 4 milliards passant de 27 à 23 milliards de francs. Dans la seule journée de jeudi la Banque de France aurait vendu pour un milliard de francs.

Le franc a toutefois reçu le soutien de la Banque Fédérale

de New York et de la Bundesbank. Celles-ci sont intervenues à New-York et à Francfort en achetant des francs. La concertation entre les pays impérialistes prévue lors des accords de Rambouillet dans le cas où l'un d'entre eux éprouverait des difficultés monétaires, a relativement bien fonctionné.

La France conserve par ailleurs quelques atouts qui lui permettent de voir venir les réserves totales de change : or + devises + droit de tirage s'élèvent à 95 milliards de francs. Il lui est toujours possible de faire appel au crédit international.

Mais à terme le risque d'une dévaluation demeure. Le gouvernement français pourrait y être contraint surtout si la Grande Bretagne cédant à une vague de spéculations décidait de dévaluer la livre. La tentation est forte dans certains milieux d'affaires britanniques de s'engager dans cette voie pour restaurer la compétitivité de leur économie.

Cependant, la source majeure d'affaiblissement du franc réside dans la détérioration rapide de la balance commerciale française. La récession avait en quelque sorte effacé le déficit extérieur (20 milliards en 74).

Avec les signes de reprises économiques (et donc de redémarrage des importations), celui-ci réapparaît. Les importations augmentent à nouveau plus vite que les

exportations et le déficit se creuse. Il pourrait osciller en 76, entre 5 et 10 milliards de francs. A cela s'ajoute le fait que les industriels français s'avèrent de moins en moins compétitifs sur les marchés étrangers ; les prix français étant en moyenne plus élevés que ceux des américains ou des allemands.

C'est ce qui explique que la tentation est forte dans les milieux patronaux de procéder à une dévaluation pour donner un coup de fouet à l'économie française.

En fait, dans ces batailles de taux de change, chaque impérialisme s'efforce de s'assurer la position la plus favorable pour accroître ses exportations et équilibrer sa balance commerciale. Cette contrainte qui pèse sur chacun d'eux marque les limites de la concertation et montre l'acuité de leurs rivalités.



15, 16, 17 Mars

Journées nationales de lutte dans les collèges et lycées

Au moment où paraissent les premiers décrets d'application de la réforme Haby, collégiens, lycéens et élèves de CET doivent se mobiliser très largement : c'est l'ensemble des droits conquis jusqu'à présent qui sont remis en cause. C'est l'avenir du mouvement et la possibilité d'introduire à l'école le point de vue des

masses populaires, qui sont en jeu.

Contrairement à ce qu'indique la presse bourgeoise, la situation est favorable à une très large action contre l'école de classe : partout en effet, les forces confusionnistes, trotskistes ou révisionnistes sont en grande difficulté. Partout, leurs

actions de sabotage et de récupération, sont soumises à une large critique de la jeunesse des écoles. Aujourd'hui, les élèves veulent aller plus loin que les années passées : ils veulent construire un solide mouvement contre l'enseignement bourgeois, entreprendre l'unité sur cette question avec les travailleurs, remporter des

victoires et faire reculer les administrations. L'UCJR appelle les lycéens, collégiens et élèves de CET à élargir leur offensive en participant massivement aux 3 journées nationales d'action décidées par la coordination nationale des élèves révolutionnaires.

Pour maîtriser le mouvement et ne pas le laisser aux mains des spécialistes de la manipulation, il faut, établissement par établissement, élaborer des cahiers de revendications, notamment sous l'angle de la conquête des droits d'expression et d'organisation, envisager sur cette base une renégociation des règlements intérieurs.

Ainsi pourront être mis en œuvre, en vue d'atteindre des objectifs précis, l'ensemble des moyens de lutte nécessaires à la victoire (grèves, piquets de grève, occupation des locaux, contre-cours, conférence d'ouvriers...).
**A bas la réforme Haby !
Participons massivement aux 3 journées nationales d'action des 15, 16 et 17 mars prochain.**

Le Secrétariat National de l'UCJR

Alors que l'enquête policière à Toulouse ne donne aucun résultat

La légion et les paras occupent le Languedoc

La grossière intoxication faite à la suite de la découverte des corps de deux personnes tuées par l'explosion d'une bombe à Toulouse se dégonfle peu à peu : les vingt-trois personnes interpellées lors des rafles ont toutes été relâchées, et le trophée des policiers en est resté à une carabine trouvée dans un château. La deuxième victime de l'explosion de la bombe a été identifiée, il s'agit d'un étudiant espagnol, Juan Duran Escibano, « inconnu des services de police français ». Ce qui fait que la police n'ose même plus maintenir la thèse de la tentative d'attentat contre le mi-

nistre de l'intérieur : ce n'est qu'une « hypothèse » alors que la veille, elle faisait savoir que c'était une certitude... Quant au soi-disant lien avec la fusillade de Montredon, aucun élément ne lui apporte la moindre confirmation.

L'attitude provocatrice de la bourgeoisie est marquée par la poursuite de l'occupation du Languedoc, et tout particulièrement de l'Aude. Au lendemain de la fusillade de Montredon, avaient été débarqués par avion de très importants renforts en gardes mobiles, en matériel et en blindés. Aujourd'hui, ce sont des troupes de parachutistes

et de légionnaires qui sont venues renforcer police et gendarmerie. Forces de police et régiment de choc se font le plus discret possible, mais sont prêts à intervenir contre les viticulteurs à tout moment. Les dirigeants du mouvement viticole, soumis ainsi à une très forte pression, et qui savent que la moindre arrestation de viticulteurs entraînera une riposte massive, semblent aujourd'hui désireux de tout faire pour « apaiser » la situation. Lors de leur dernière réunion, les responsables du Comité d'Action Viticole de l'Aude ont décidé de ne faire aucune déclaration.

LUTTES OUVRIERES

LES 90% D'ALLOCATIONS D'ATTENTE

UN AN DE BLUFF PATRONAL

Il y a un an, la presse bourgeoise donnait un large écho à une initiative gouvernementale qui devait «transformer» la situation des chômeurs, une réforme «décisive», à ce qu'il paraît, pour leur permettre de «vivre décemment», «en attendant de retrouver un emploi»... C'était l'instauration des fameux «90% d'indemnisation pour licenciement économique», autrement dit l'A.S.A. (Allocation Spéciale d'Attente), dont il est temps de tirer un premier bilan, au moment où arrive l'échéance fatidique pour les ouvriers de Bretoncelles, par exemple...

Et d'abord qui a pu bénéficier de ce pactol ? Les chiffres de la bourgeoisie sont truqués (comme à leur habitude !) car ils regroupent abusivement des bénéficiaires d'un an comme ceux d'un jour ! Même avec cet amalgame, on n'arrive quand même qu'à 239 840 «bénéficiaires» pour l'année 75. Alors que sur un an également, le nombre de demandeurs d'emplois cumulés (inscrits au chômage toujours une durée variable : d'un jour à un an...) s'élève à 2 448 500 ce qui fait, dans le meilleur des cas, 9,8% de bénéficiaires supposés : pas plus d'un chômeur sur dix inscrits (donc, compte non tenu des milliers de jeunes, de femmes et d'immigrés... non pris en charge par la statistique mais qui vivent bien concrètement

le chômage)...

Le gros problème, en tout état de cause, c'est la reconnaissance du caractère «économique» des licenciements ! De fait, jusqu'en décembre 75 (dernier pointage sérieux, selon Nouvelles CFDT du 4/3/76), «les bénéficiaires ont été surtout ceux qui étaient dans un licenciement collectif».

Ainsi, on peut constater que 7 chômeurs sur 10 qui pourtant répondent aux conditions exigées pour les allocations spéciales ASSEDIC, sont écartés du bénéfice des 90% ! Une enquête menée par le Secteur Economique de la CFDT, sur 100 dossiers d'ASSEDIC refusés pour l'octroi des 90% font état de :

- 45,7% pour «fin de contrat à durée indéterminée»
- 14,3% pour «départ volontaire»
- 6,9% concernant des «jeunes revenant du service militaire»
- 7,8% pour «fin de période d'essai», «moins de 6 mois d'appartenance»
- 25,3% pour des licenciements «pour autres motifs» (non spécifiés !).

A ces sondages, on peut ajouter d'ailleurs, le relevé des statistiques du Ministère du Travail, qui, pour le 4^e trimestre 75, ne font apparaître que 11,8% de «licenciements pour raisons économiques», en tout et pour tout ! Comment pourrait-on un seul instant croire que seul ce faible pourcentage a perdu son emploi pour des raisons «économiques» ? Ce n'est que le reflet fidèle des faux motifs patronaux et du développement des contrats à durée limitée qui camouflent le chômage... C'est le CNPF qui continue d'être, pour l'essentiel, maître de la fixation et du contrôle des motifs de licenciements ; quoi d'étonnant dans ces conditions qu'il ne se prive pas non plus pour radier des dossiers une fois ceux-ci reconnus bénéficiaires pour 3 ou 6 mois ?

DE MOINS EN MOINS DE BENEFICIAIRES DES 90%

Sur les 239 840 admis aux bénéfices de l'ASA (les 90%) en 75, il n'en restait plus que 108 122 au 31/12/75... C'est d'autant plus révélateur que la plupart de ceux qui ont, malgré tout, conservé leurs droits, arrivent au terme de leur attribution ! Sans compter l'inquiétant fléchissement régulier de l'attribution des 90%, strictement inverse par rapport au développement concret du chômage : la proportion des bénéficiaires des 90% par rapport aux allocataires de l'ASSEDIC de moins de 60

ans, est en chute complète de 38,5% en mai à 29,2% en décembre 75...

Et il est vrai, comme le fait remarquer l'étude CFDT (cité plus haut) que «après d'un emploi sur deux proposés par les ANPE serait sous la forme de contrat à durée déterminée», ce qui, dans l'état actuel de la législation n'ouvre pas droit aux 90%, tandis que dans les petites entreprises tous les motifs de licenciements sont bons, ... pourvu qu'ils ne soient pas «économiques» !

UNE ATTRIBUTION QUI RENFORCE L'INEGALITE...

Les propres relevés de la bourgeoisie indiquent clairement ce qu'il en est des bénéficiaires de ces allocations. Ceux qui sont dans les plus mauvaises conditions pour faire valoir leurs droits

(immigrés, jeunes, ouvriers de PME)... sont les moins nombreux à être admis pour les 90%. Il suffit de jeter un coup d'œil sur les tableaux d'ASSEDIC pour s'en persuader :

CATEGORIES	BENEFICIAIRES AU 31/12/75
Mancœuvres.....	19,3%
O.S.	33,1%
Employés.....	33,9%
O.P.	37,6%
Maîtrise & Techniciens...	45,1%
Cadres.....	50,1%

General Motors (Strasbourg)

«DES SALAIRES DE MISERE»

Les travailleurs de la Général Motors de Strasbourg sont en grève depuis le 4 mars, suite au refus persistant de la direction de négocier. Ils exigent une augmentation uniforme de 250F pour tous, l'amélioration des conditions de travail (réduction des cadences), et un chevauchement des équipes d'une demi-heure, ce qui leur permettrait de quitter leur travail à l'heure.

avec 32 heures par semaine, en 76, il voudrait continuer à payer des salaires de misère, mais avec 50 h. par semaine. En effet, le salaire à l'embauche est de 1600 f. brut mensuel sur une base de 40 heures, ce qui fait que l'on est pratiquement obligé de faire des heures supplémentaires pour survivre, vu la hausse continue des prix» (tract CGT-CFDT).

La direction envisage le

lock out de l'usine. Il faut s'attendre à une grève longue et dure. La solidarité avec les grévistes commence à s'organiser. Pendant le week-end des journées d'animation sont prévues pour soutenir les occupants.

Pour le soutien financier : Banque Populaire Strasbourg - code banque 17607 - code guichet 0001 - n° compte : 18194033183

Cholet

PERIER : LES CHÔMEURS SE BATTENT ENCORE !

La lutte menée par les «Perier» avait permis la réintégration de 120 personnes, mais il restait 120 chômeurs. Ceux-ci se considèrent toujours comme des «Perier» et ont décidé de tenir une assemblée générale tous les jeudis, chômeurs/travailleurs. A part ces assemblées, les chômeurs sont montés sur les planches avec le théâtre du Legant. Puis une sortie piquet-nique avec conférence de presse, et de nombreuses lettres aux notabilités locales, sans succès, mais sans se décourager. Ainsi, ils sont intervenus au débat sur Cholet-ville moyenne. Et ont pris contact avec les gens des tanneries d'Annonay qui eux aussi sont arrivés à la fin de leurs 90 %.

Pour empêcher le fonctionnement des machines de production les ouvriers ont bloqué le compresseur dès lundi dernier. La General Motors produit des boîtes automatiques de vitesse pour Opel et Peugeot. La cotation en bourse des actions de la Général Motors a plus que doublé en un an, mais pas les salaires ! «Alors qu'en 1974, ce trust a fait subir aux travailleurs pendant neuf mois des salaires de misère

En bref

Condamnation du PDG de Rhône-Poulenc textile pour accident de travail

A la suite de la mort d'un ouvrier happé par un train d'étrépage à l'usine de Gauchy dans l'Aisne, le PDG de Rhône-Poulenc Textile a été condamné à 5 000 F pour homicide involontaire et infraction au code du travail. Le Tribunal s'est cru obligé d'expliquer cette condamnation légère pour la mort d'un homme, en invoquant des circonstances atténuantes ! Le PDG, paraît-il, se montrait fort «soucieux de la sécurité de son personnel» ! De qui se moque-t-on ? Depuis 1968, 4 autres ouvriers ont été tués, par accident du travail dans cette même usine ! Depuis janvier, 3 ouvriers ont eu les doigts broyés par des machines ! Où donc est la sécurité ?

Fort de l'appui que lui a apporté le Tribunal, le PDG a fait appel à cette condamnation.

Réaction de la CFDT (Fédération Commerce et Services) aux propositions Fosset sur la qualité de la vie...

La CFDT se demande d'abord s'il s'agit bien de la qualité de la vie ou d'une opération politique pour tromper l'opinion et camoufler en particulier le nombre de chômeurs.

La CFDT demande aussi : qualité de la vie pour qui ?

La CFDT affirme que la plupart de ces mesures n'amélioreront pas les intérêts des travailleurs (qui sont aussi des consommateurs).

1°) La proposition sur les «congés de fins de semaine» ne fait qu'enterrer les acquis des luttes.

2°) Le «travail à temps partiel» revient à institutionnaliser le chômage partiel.

Dans le commerce, nous constatons que les employés n'ont pas choisi le travail à temps partiel mais le subissent parce qu'ils n'ont le choix qu'entre chômage total et chômage partiel.

Le travail à temps partiel est une volonté patronale pour diminuer le nombre global des heures travaillées, accélérer les cadences (suppression des pauses, travail aux heures d'affluence) et maintenir toute une catégorie de travailleurs avec un statut de salarié au rabais et précaire.

3°) «Ouverture des services au-delà des heures traditionnelles», en clair le gouvernement veut imposer aux services publics les ouvertures en nocturnes. Depuis plusieurs années, les travailleurs du commerce se battent pour supprimer les nocturnes qui nuisent à la vie familiale et sont inutiles pour les consommateurs.

4°) «Réanimer les centres villes pendant les week-end». La CFDT refuse que l'activité culturelle tourne autour de l'activité commerciale. L'ouverture des magasins les dimanches et jours fériés va à l'encontre de la qualité de la vie des travailleurs du commerce, au détriment de leur vie de famille et des loisirs.

le 11 mars 1976

« Cadres, rassurez-vous, vous méritez mieux ! »

C'est ce que déclare dans une tract luxueux l'Union Générale des Cadres et Techniciens CGT des Assurances ! En quatre belles pages roses, les cadres CGT étalent leurs griefs : « Les cadres de l'Assurance pouvaient espérer mieux des négociations salariales 76 » ... « accepter pour les cadres ce que la CGT, la CFDT, FO, la CFTC et les Autonomes refusent pour les employés et agents de maîtrise... c'est apporter de l'eau au moulin d'une propagande anti-cadre que développent le gouvernement et le patronat, qui a tout à y gagner » !

Ce remarquable ouvrage s'achève, enfin, par un rappel éloquent des « principales revendications de l'UGICT-CGT » :

- respect de la hiérarchie ;
- respect des écarts hiérarchiques ;
- salaire minimum à 3 725 F pour les sous-chefs des bureaux d'Assurance avec, une grille unique « du sous-chef au Fondé de Pouvoir » dans toutes les compagnies ou ces messieurs exercent leur « technicité » et « responsabilité ».

Comme on le voit, l'Union du Peuple de France va bon train ! encore des chauds supporters de l'abandon de la Dictature du Proletariat contentés par Séguéy !

Stéphane RAYNAL

INTERNATIONAL

Incertitude au Liban

Après la tentative du G^{al} Ahdab

FACE AUX CONCENTRATIONS ISRAËLIENNES, L'OLP DÉCLARE L'ÉTAT D'ALERTE

Jeudi soir, le commandant de la région de Beyrouth Aziz Ahdab, prend le pouvoir : il demande la démission de Frangie. Depuis, 6 communiqués du commandant sont parus :

- Le premier demande la démission de Frangie et du gouvernement, et affirme que dans 7 jours, des élections auront lieu. Il promet l'amnistie à tous les déserteurs. Il proclame l'état d'urgence.

Les prises de position du gouvernement militaire provisoire.

Le gouvernement militaire provisoire, dans une conférence de presse à Beyrouth, a déclaré qu'il voulait l'union des soldats : il demande à tous de rejoindre les caser-

les constitutionnelles ; dans sa conférence de presse, il a aussi déclaré : « Je reçois des appuis et des ralliements venant de toute l'armée, des soldats dissidents et des loyalistes, et à leur tête les soldats et officiers de la base aérienne ».

Par rapport au refus de démissionner de Soleiman Frangie, il a répondu : « Dérégulant, le facteur qui va jouer, c'est l'appui que le peuple donne à mon mou-

vement national, dite « chehabiste » du nom du général qui avait pris le pouvoir en 1958, et du leader Saeb Salam, de tendance proche. Mais ce dernier, ainsi que Raymond Eddé, leader chrétien centriste, se sont opposés au coup d'Etat, et cherchent une solution parlementaire sous la forme d'une démission du président de la république, Frangie.

Le leader de droite pro-américain, Chamoun s'est opposé violemment, de son côté, à l'initiative du général Ahdab. Du côté du « front des forces progressistes », Kamal Joumblatt, tout en réclamant aussi la démission de Frangie, se déclare opposé à toute solution militaire.

Tandis que l'Organisation de Libération de la Palestine s'est contentée jusqu'ici de réclamer le respect des accords qui lui permettent d'exercer son activité, le mouvement patriotique et la Résistance tiennent une réunion commune afin de déterminer une position. On parle d'une motion demandant la réunion du parlement pour imposer la démission de Frangie.

La grande inconnue est encore la position syrienne : les seules informations parvenues jusqu'ici sont le retrait des officiers qui participaient jusqu'ici au maintien du cessez-le-feu, et le refus de ré-

... à une véritable armée.



pondre à un appel au secours du président de la République, de plus en plus isolé sur la scène politique libanaise.

Enfin, on signale des concentrations de troupes israéliennes à la frontière ; devant la menace, la Résistance Palestinienne a déclaré l'état d'alerte.

Yomna el Khalil

L'Armée Arabe du Liban

UNE QUESTION AU CŒUR DE LA CRISE

Le coup d'Etat militaire de Beyrouth, annoncé avant-hier soir, ne peut être séparé de la situation qui règne dans l'armée libanaise, en train d'éclater littéralement depuis quelques jours. Au centre des contradictions qui la parcourent, « l'armée arabe du Liban », mouvement de soldats sécessionnistes vis-à-vis du commandement central. Dans les premières déclarations du général qui s'est institué « gouverneur militaire », on note un appel lancé en direction de ce mouvement, pour que ses membres acceptent de rentrer dans le rang.

Cette armée s'est constituée peu à peu. A l'origine, un officier, Ahmad Al Khatib et les soldats qui sont dans la même caserne, déclarent la formation de l'Armée arabe du Liban, pour plusieurs raisons : ils considèrent que l'armée libanaise a participé aux événements aux côtés des milices de droite, qu'elle est confessionnelle et qu'elle doit au contraire avoir pour tâche la lutte contre l'ennemi sioniste, solidaire avec la Résistance Palestinienne.

Après la création voici plusieurs semaines, de cette Armée, dans la Bekaa, le mouvement s'est étendu dernièrement de façon importante. Au début, dans la Bekaa, quelques casernes leur appartenaient, et pendant plus d'un mois, aucune action n'était engagée contre d'autres casernes. Mais depuis une dizaine de jours, d'autres casernes dans la Bekaa et au Sud se sont ralliées au mouvement ou ont été occupées par l'Armée arabe du Liban.

le mouvement d'Al Khatib. Peu après, un autre groupe dans l'armée affirme que les militaires doivent être châtiés et demande au chef de l'Etat Major d'être plus dur. A présent, de nouveau, un appel est lancé par le général Ahdab en direction de ces militaires pour qu'ils réintègrent l'armée.

Mais, dans un manifeste rendu public depuis deux jours, 250 officiers demandent le châtiement des militaires.

Mercredi, un communiqué de l'aviation libanaise demande au contraire, l'amnistie pour tous les déserteurs, sauf ceux qui ont commis des crimes, et l'instauration d'un équilibre dans l'armée. Joumblatt et les forces et partis patriotiques ont annoncé qu'ils soutenaient le communiqué de l'aviation, alors que les Phalanges l'ont attaqué. Jusqu'ici, la position des forces patriotiques, et notamment des soldats révoltés, est que des mesures politiques

L'armée arabe du Liban : de quelques hommes...

- Le deuxième proclame le couvre-feu à Beyrouth et des mesures répressives contre tous ceux qui ne se soumettent pas au couvre-feu.

- Le vendredi matin, dans un 4^e communiqué, le couvre-feu est levé, mais les rassemblements et les manifestations sont interdits.

nes, pour « l'édification de la nouvelle armée, armée de la patrie ». Il souligne que son mouvement est pour l'arabisme, pour la cause juste des Palestiniens. Le chef d'état-major de l'armée, Hanna Saïd, a approuvé le commandant Ahdab. Le commandant Ahdab est pour le respect de

vement de réformes ». Il a souligné que « l'armée, le peuple et la Chambre de députés joueront la dernière manche ». Le commandant Ahdab a précisé qu'il ne voulait pas le pouvoir, pas plus que le commandant de l'armée.

Il s'affirme pour l'intégrité, la souveraineté de l'Etat libanais, et la reconstruction de l'armée par la réintégration de l'armée arabe du Liban.

Dés bruits circulent sur la famille Frangie qui viendrait de quitter le palais présidentiel, c'est-à-dire que le président accepterait sa démission.

Il semblerait que la précipitation des événements est liée à une déclaration de Frangie demandant la démission de l'état-major, de Hanna Saïd ainsi que de plusieurs autres officiers.

La réaction des courants politiques.

La situation politique restait cependant très confuse. La personnalité même du général Ahdab est encore floue ; selon certaines sources, et d'après ses premières prises de position, il semble vouloir rapprocher de la bon-

BASSAM ABOU SHARIF, PORTE-PAROLE DU FPLP : «contre le coup d'Etat, contre le régime réactionnaire».

Le porte-parole du Front Populaire de Libération de la Palestine, que nous avons interrogé, nous a notamment fait les déclarations suivantes :

Le coup d'Etat est le fait de grands officiers qui ont participé au complot contre les masses libanaises, et la Résistance Palestinienne. Ce coup d'Etat montre, en même temps, que les luttes des masses libanaises créent des divergences dans les rangs des régimes. Frangie, qui était allié à ces officiers, s'oppose à eux maintenant. Jusqu'à maintenant, la droite fasciste n'a pas pris position, à part Chamoun, qui a refusé le coup d'Etat, prétextant la légitimité.

Cet acte a deux aspects :
1) Dans les rangs du régime, il y a divergence.
2) C'est une tentative pour empêcher que le mouvement patriotique avance, et améliore sa position. Ce mouvement prend de plus en plus d'ampleur et risque de causer la désintégration du régime.

Particulièrement, le mou-

vement d'Ahmad al Khatib s'est répandu pendant ces 3 jours d'une façon rapide et est entré en liaison avec le mouvement patriotique. Il a réussi à dominer la plus grande partie du Liban : toutes les casernes du sud se sont ralliées à lui : Saïda, Sour, Nabatiyeh.

Si ce mouvement s'est renforcé à partir des trois derniers jours, c'est pour augmenter la pression, en liaison avec le mouvement national.

Pour nous, on est contre le coup d'Etat militaire, contre le régime réactionnaire, contre le fascisme et pour les luttes des masses libanaises pour ses revendications.

Actuellement, il y a un risque d'agression sioniste contre les camps de réfugiés : il y a une concentration sioniste sur les frontières : la vigilance s'impose.

INTERNATIONAL

ESPAGNE LA SEMAINE DE VITORIA

La semaine qui s'achève en Espagne aura été, avant tout, celle de Vitoria. Les quatre assassinats perpétrés dans la ville du Pays Basque par la police fasciste ont permis de faire une nouvelle expérience : déjà, depuis des semaines, il apparaissait nettement que la prétendue «libéralisation» engagée par Juan Carlos n'empêchait en aucune manière le peuple de se mobiliser pour ses revendications, pour les libertés démocratiques. Désormais, on sait que le recours aux vieilles méthodes de répression du régime est aussi impuissant à arrêter le fleuve populaire qui s'est mis en marche.

La riposte aux assassinats de Vitoria, qui s'est marquée par la grève générale de lundi au Pays Basque, a en fait touché toute l'Espagne. Des cérémonies à la mémoire des victimes de Vitoria ont été organisées à Murcie, Lerida, la Corogne, Tarragone, Barcelone, Cordoue où 6 personnes ont été arrêtées, Palma de Majorque, dans le Baix Llobregat, à Salamanque, dans le Leon, à Mieres, Burgos, et bien entendu dans tout le Pays Basque. A Barcelone, les manifestants ont parcouru deux heures durant le centre de la ville, affrontant une dure répression policière.

LE PEUPLE VOUS VENGERA !

A Madrid, plusieurs manifestations ont eu lieu également. A Portago, San Diego (Vallecas), Getafe et Ciudad Lineal ; toutes les usines de Villaverde ont manifesté à la sortie du travail. Cependant, des funérailles étaient célébrées dans plusieurs églises, comme la Montaña dans le quartier d'Aluche où une manifestation a eu lieu ensuite. Les chrétiens de gauche, qui tentaient de se rassembler pour le même motif dans l'église de Sacramentos ont été accueillis par la police et les groupes fascistes. Ils se sont alors répandus dans le quartier de Salamanca, connu pour sa population bourgeoise, et où ils ont cependant reçu un accueil favorable de gens sur les trottoirs et aux fenêtres, alors qu'ils s'écriaient : «Ouvriers de Vitoria, le peuple vous vengera !» et, reprenaient des slogans hostiles au roi. Fait notable, et qui se répand de plus en plus : des voitures ont été mises en travers de la chaussée pour retarder l'arrivée des forces de répression.

FACULTÉS EN LUTTE

Les événements de Vitoria ont également donné une nouvelle vigueur au mouvement qui gagne toutes les universités. Celles de Madrid, Saragosse sont en grève générale illimitée, et le recteur de Saragosse a fermé cette dernière. Les étudiants ont manifesté dans ces deux villes, affrontant la police, ainsi que ceux de Valladolid, Saint-Jacques de Compostelle et Alcala de Henares à Madrid.

Dans la capitale, certains élèves de l'enseignement secondaire se sont joints au mouvement.

LES GRÈVES CONTINUENT

Cependant, de nombreux conflits du travail se poursuivent dans tout le pays. Citons quelques exemples.

Dans la province de Madrid ce sont surtout les entreprises moyennes qui sont touchées par les grèves : Telettra, Osram.

Mais aussi le bâtiment, le textile.

Dans le bâtiment, les ouvriers sont mécontents de la non-application par le patronat des avantages de salaire obtenus par la lutte.

L'hôpital «La Paz-nord», a été envahi, mitraillé au poing, par la police, en vue d'empêcher une assemblée de personnel. Les ouvriers d'Alcala de Henares, au nombre de mille, ont envahi le «syndicat» officiel, d'où ils ont été chassés par les brigades spéciales «anti-émeutes», qui ont arrêté cinq personnes.

Dans la province de Barcelone, en plus de la grève du textile, et des municipaux, dont nous avons déjà parlé, les éboueurs de la ville, les arts graphiques, l'entreprise Pirelli (en arrêt depuis une semaine), les ouvriers du bâtiment de Gerona, qui demandent une augmentation de 25 % sont en grève.

Il faudrait encore signaler les Asturies, quadrillées par la police à l'occasion d'une journée de lutte, survolées par des hélicoptères, et où des petites manifestations se sont produites, dispersées par les flics qui ont, pour cette fois, tiré en l'air. L'entreprise Hunosa y est en grève depuis maintenant deux mois. Grève encore à Burgos dans le bâtiment, chez Michelin à Valladolid, et aux chantiers navals d'el Ferrol. Le ministre de l'industrie s'est fait accueillir à la foire-exposition de Bilbao par mille étudiants de l'enseignement pré-professionnel.

POLICE ET GROUPES FASCISTES

Face à cette montée des luttes, ce n'est plus désormais la seule police qui intervient : les groupes fascistes, genre «guerrilleros du Christ Roi» multiplient leurs attaques. La presse a été particulièrement visée cette semaine ; la revue «Doblon», dont le directeur a été défiguré par une bombe ; «Cambio 16» où une autre bombe a pu être désamorcée à temps.

Directement contre les masses, ces groupes apparaissent de plus en plus aux côtés de la police :

• à Madrid, lors de la manifestation des chrétiens de gauche, où ils se tenaient, matraque en main, dans les rangs des forces de répression ;

• à l'université de Madrid où ils ont chargé les étudiants avec les flics.

• Les librairies sont aussi leur cible, comme «el Parnassillo» à Pampelune (attaquée pour la quatrième fois cette année), et «Arguiza», dans la même ville.

De jour en jour, la nature réelle du régime apparaît ainsi plus nettement, de même que son impuissance à mater le peuple. La question politique de l'avenir de l'Espagne se pose chaque jour avec plus de force.

En finir avec le fascisme, voilà qui fait l'unanimité. Les moyens de le faire, les perspectives à ouvrir, ce sont les questions qui sont de plus en plus au cœur des mouvements en cours.



Manifestation des commissions ouvrières.

Nigéria :

Exécution de militaires impliqués dans le coup d'Etat

Dans la nuit de jeudi, 30 soldats et officiers ont été exécutés publiquement au Nigéria. Parmi eux, l'ancien ministre de la Défense. Ils avaient été reconnus coupables de participation à la tentative de coup d'Etat du mois dernier, qui avait coûté la vie au chef de l'Etat d'alors, le général Mohamed.

République sahraouie : de nouveaux pays la reconnaissent

Après l'Algérie, le Burundi et Madagascar, deux nouveaux pays ont officiellement reconnu la République Arabe Sahraouie Démocratique : le Bénin (ex-Dahomey) et l'Angola. D'autres pays africains ont annoncé une décision semblable pour les jours prochains.

Sahara : la camionnette «retrouvée»

Des journalistes français ont retrouvé à Mahbès, localité du Sahara occidental évacuée par le Front Polisario, la camionnette des jeunes gens qui ont disparu au cours d'une excursion dans le sud marocain. De là à conclure que les cinq jeunes auraient été aux mains du Front, il n'y a qu'un pas, que les radios ont largement suggéré hier. Pourtant, Mahbès n'est pas une agglomération qui a été abandonnée précipitamment par le Front Polisario. Les Sahraouis précisaient au contraire, voici plusieurs jours, qu'ils avaient tout détruit de fond en comble avant d'évacuer, de façon à ne rien laisser aux troupes du roi du Maroc, dynamitant notamment toutes les maisons. On s'étonnera que cette pièce à conviction ait alors échappé à leur vigilance ! Au rebours, les journalistes témoins sont arrivés sur les lieux après l'armée marocaine. Alors, qui a amené là ce véhicule ?

Grèce : prochain accord sur les bases américaines

M. Petros Kalogeras, chargé par le gouvernement Caramanlis, de négocier, avec Washington, le nouveau statut des bases américaines en Grèce, se rendra aux USA à la fin de ce mois. Selon certaines déclarations faites par des négociateurs grecs, les termes de l'accord seraient les suivants : réduction des forces armées américaines stationnées en Grèce ; commandement militaire grec pour ces troupes ; et, en contrepartie, renouvellement du bail pour la base US de Sousa-Bay, en Crète. Le gouvernement Caramanlis, en demandant la réduction des troupes et leur mise sous commandement grec, montre que, malgré sa volonté de demeurer l'allié des USA, il se trouve contraint, par le peuple grec, de limiter les ingérences et les attaques à la souveraineté grecque par les USA.

Londres : un p'tit tour et s'en reviennent...

Le cabinet Wilson a obtenu le renouvellement de la confiance de la Chambre des Communes par 17 voix de majorité. Wilson avait dû poser la question de confiance jeudi dernier, parce que la veille, le plan de réduction des dépenses publiques d'ici 1980, avait été repoussé.

Ce plan prévoyait, une réduction sensible du budget de l'Education, ainsi que le blocage des constructions hospitalières. Avoir voté contre : le parti conservateur, (qui trouvait insuffisante la réduction prévue de 27 millions de francs), le parti libéral (petit parti ayant aujourd'hui, sur certains points, une alliance privilégiée avec le Parti Travailleiste de Wilson), et les deux partis nationalistes gallois et écossais. Dans le même temps, 37 députés travaillistes s'abstenaient ; tous membres de l'aile gauche du Parti de Wilson (appelé, du nom de leur revue, le groupe Tribune). Ils trouvaient, quant à eux, les 2 réductions trop fortes. Coup de grogne sans lendemain. Dès jeudi, ils votaient la confiance à Wilson. Confiance dont Wilson n'a pas caché qu'il allait se servir pour «défendre la livre». Or, cette défense semble bien devoir reposer sur les propositions faites par le «livre blanc» de la Banque d'Angleterre : pour défendre la livre, dévaluée de fait de 33,8% depuis 1971, il faudrait ramener le taux d'inflation à 5% l'an, grâce à un développement de la productivité du travail pour «améliorer les exportations». Sans oublier, la réduction de 3% de l'augmentation annuelle des salaires : une nouvelle attaque contre la classe ouvrière qui se prépare sous l'égide d'un membre de l'Internationale de Mitterrand.

Kissinger récidive

Mercredi, le secrétaire d'Etat américain est, une fois encore, revenu sur la «participation des communistes au pouvoir». Il déclare que «personne ne peut s'attendre à ce que ce problème n'intéresse pas le gouvernement américain» ; il intime au peuple français de choisir les gouvernants que Washington accepte. Il lance une violente attaque anticommuniste contre les «principes léninistes»

qui «demeurent l'antithèse des partis démocratiques», en s'en prenant pourtant à des partis qui, tels le PCF et le PCI, ont depuis longtemps cessé d'être communistes, pour devenir révisionnistes.

Ces propos ont déjà été tenus par Kissinger, et par le général américain Haig. Leur répétition ne les rend que plus intolérables. Le peuple français ne saurait

en effet accepter que ses choix politiques lui soient dictés de l'extérieur. Les communistes sont autant opposés aux rapprochements avec l'Est qu'entraînerait la venue au pouvoir des révisionnistes, qu'aux pressions odieuses de Washington.

En prenant pour cible les partis révisionnistes, l'impérialisme US, ne l'oublions pas, menace aussi

la classe ouvrière et les révolutionnaires en général. Il démasque à l'avance son attitude dans une situation révolutionnaire.

La répétition des déclarations de Kissinger trahit la rivalité entre les deux superpuissances en Europe, l'URSS et les USA cherchant chacun de son côté les meilleurs groupes de pression pour faire valoir leurs intérêts.

L'ACTUALITE EN IMAGES

LE SAHARA OCCIDENTAL À L'HEURE DE L'INDÉPENDANCE



Le 28 février, à 0 H, le Conseil National Sahraoui a proclamé l'indépendance du Sahara Occidental, dans la région de Bir Lahlou. Pendant une semaine, les fêtes de l'indépendance se sont prolongées. La première grande manifestation s'est tenue au Moukhaïam Hafid Boujemmaa en présence des dirigeants du F. Polisario et des membres du Conseil National Provisoire.

À PARTIR DE LUNDI, DANS LE QUOTIDIEN DU PEUPLE, LE RÉCIT DES FÊTES DE L'INDÉPENDANCE ET LE REPORTAGE SUR LA RÉGION D'AMGALLA.



Les environs d'Amgalla sont sous contrôle du F. Polisario. Des embuscades surveillent les routes. La volonté du roi du Maroc n'y peut rien, le Sahara reste au peuple sahraoui.



La proclamation de l'indépendance a encore renforcé la détermination des combattants. Dans la région d'Amgalla une unité se prépare à affronter les troupes d'occupation marocaines.

«COMMENT YUKONG DÉPLAÇA LES MONTAGNES»

(Série de films réalisés en Chine par Joris Ivens et Marceline Loridan)

«COMMENT YUKONG DÉPLAÇA LES MONTAGNES», c'est le titre de ces 12 heures de films réalisés après un an et demi de tournage par Joris Ivens et Marceline Loridan de 1973 à 1974.

Ces 12 films seront projetés dans trois cinémas du Quartier Latin :

Studio Saint Séverin - 12 rue St Séverin PARIS V^e
Studio Gît le Cœur - rue Gît le Cœur PARIS VI^e
Quintette - 10 rue de la Harpe PARIS V^e
Métro Saint Michel
A partir du 10 mars 1976

Chaque salle aura un programme différent.

Ils prennent pour axe les transformations intervenues depuis la révolution culturelle. Ces transformations nous sont présentées en 12 séquences, EN EFFET IL Y A 12 FILMS DONT LES TITRES SONT LES SUIVANTS :

«Le village des pêcheurs» (Shantung)
«Une caserne» (Nankin) - La vie dans une unité militaire -
«Une femme, une famille» (une dirigeante syndicale dans son travail et sa vie privée)
«Une histoire de ballon» (dans un lycée)
«Répétition de l'opéra de Pékin»
«Entraînement au cirque de Pékin»
«Les artisans»
«Le professeur Tsien (Pékin)»
«L'usine des générateurs» (l'exercice du pouvoir par les travailleurs)
«La pharmacie» (la vie dans une pharmacie, ses liens avec les ouvriers et les paysans)
«Impressions d'une ville» (Shangai)
«Autour du pétrole» (Taking)

AUTOUR DU PÉTROLE TAKING - 1 h 21 mn

Pour la Chine, être maître de ses sources d'énergie, c'est une des conditions de l'indépendance nationale. La région de TAKING est riche en pétrole. Ce n'était pas l'avis des experts occidentaux, jusqu'il y a une quinzaine d'années, lorsque les premiers pionniers arrivèrent dans cette steppe désertique, froide et inhospitalière. Il fallut alors s'affranchir des conditions climatiques comme des avis des experts. Il fallut aussi surmonter le blocus économique de l'URSS.

Les conditions de vie restent très dures pour les centaines de milliers de personnes qui vivent à TAKING. Les jeunes qui, dans le climat de la Révolution Culturelle, s'étaient portés volontaires pour rejoindre les pionniers, n'avaient pas tous bien mesuré les difficultés qui les attendaient aujourd'hui encore.

Et pourtant, il se crée un monde nouveau à TAKING. Les expériences qu'on y mène servent souvent de repère à tout un pays qui eut s'affranchir des idées reçues, qui veut «compter sur ses propres forces».

Et là où l'on attendait des mégapoles industrielles, besogneuses, polluantes, on découvre une société villageoise, une société où les hommes ne sont ni ouvriers, ni paysans, mais les deux à la fois, une société où les femmes manient habilement et joyeusement la philosophie, de sorte que «si le coton peut se transformer en tissu, le tissu peut redevenir coton».

Une société qui se donne à elle-même une fête pour célébrer l'avancée du front de forage. Pour célébrer aussi la victoire sur l'égoïsme et les idées rétrogrades.

L'USINE DE GÉNÉRATEURS - 2 Heures -

Une usine ordinaire : 8000 ouvriers, près de Shangai, y fabriquent du matériel électrique.

Des hommes, des femmes travaillent sur des machines, comme ailleurs. Mais de temps en temps, ils s'arrêtent de produire : pour jouer au badmington, entre les machines, pour assister à un sketch joué par les ouvriers, pour discuter du principe des primes ou de l'organisation du travail, pour étudier la philosophie ou pour participer à un exercice militaire. Tous les ans, des groupes

d'ouvriers et d'ouvrières vont à pied (120 kilomètres) à travers la campagne pour connaître les paysans, pour les aider aussi dans leur travail.

Au cours du film, un mouvement de contestation éclate : la direction, sa gestion, ses rapports avec les ouvriers sont critiqués violemment. «Conduire un camion dans le désert», c'est le titre d'un dazibao écrit par un groupe d'ouvriers : les roues tournent dans le sable, ça fait beaucoup de bruit mais le camion n'arrive pas. Tout au long des réunions d'ateliers, des panneaux d'affichage, des grandes assemblées, les dirigeants sont mis sur la sellette.

Si le présent est à reconstruire chaque jour comme l'a demandé le Président Mao, le passé n'est pas oublié.

Au cours du voyage dans les campagnes, un vieux paysan transmet aux ouvriers le souvenir des souffrances du passé. Au cours du voyage du passé. Au cours d'une manifestation, de vieux ouvriers viennent raconter leurs luttes lors de la première grève sanglante des cheminots chinois en 1923. En ville, les ouvriers assistent à une exposition consacrée à la Commune de Paris.

LE PROFESSEUR TSIEN - 12 mn -

Il est une des sommités scientifiques de son pays. Il raconte sa propre expérience de la Révolution Culturelle pendant laquelle il a été la cible favorite (et une des toutes premières) des gardes rouges et de ses propres étudiants.

UNE REPÉTITION À L'OPÉRA DE PEKIN

Ce film montre à la fois l'entraînement acrobatique et de danse des acteurs de l'Opéra de Pékin et une répétition d'un opéra nouvellement créé.

ENTRAÎNEMENT AU CIRQUE DE PEKIN

C'est l'entraînement quotidien des gens du cirque de Pékin. Le film se termine sur une représentation des acrobates.

LES ARTISANS

L'art traditionnel chinois continue d'exister en Chine et est transmis aux jeunes générations.

Ce film montre les gestes des vieux et jeunes artisans qui continuent d'être les mêmes depuis des siècles.

OUVRIERS ET PAYSANS

A Landémont, contre l'UFAC

GAIN DE CAUSE POUR LES ELEVEURS

Landémont, vendredi dernier, 19 H 00 : banderoles sous les bras, les agriculteurs rejoignent le centre du bourg. Le soir tombe, la journée a été rude, mais payante : après 6 heures de manifestation devant et dans son usine, puis à l'intérieur des bureaux, Peigne vient de lâcher le morceau. 30 millions d'anciens francs, pour indemniser à 80% les éleveurs qu'UFAC refusait de satisfaire.

6 500 veaux, 19 éleveurs sous contrat, 32 % de mortalité. UFAC-LACTIO, firme dont Peigne est l'un des principaux concessionnaires, truque sur la farine, «neutralise» le lait avec... de la soude caustique (ulcères de la caillotte, péritonites, diarrhées) ruine les éleveurs de veaux sous-contrat, et passe à la caisse. C'est du moins ce qui se passait avant que deux éleveurs se contactent, puis

d'autres... Écoutons celui-ci, «meilleur éleveur de sa région» : «Chaque semaine, UFAC faisait visiter mon exploitation «modèle»... et 20 % de mortalité des veaux en six semaines. J'ai été contraint de changer de maison d'aliments. Ça a marché, je n'ai plus eu d'ennuis. Oui, mais il y avait 14 millions de dettes à payer, l'huissier, des saisies, un dépôt de bilan... C'est sans doute ce qu'UFAC

appelle «les risques économiques et techniques des veaux de boucherie» : Si Peigne lui-même attrapait la colique avec des aliments avariés, est-ce qu'il n'aurait pas s'en prendre à l'épicier ?». Le micro passe et repasse de mains en mains, et chaque éleveur, dans un style direct et dépouillé de tout effet oratoire s'exprime : «Mon ami était intimidé, il n'a pas osé vous le dire, mais moi, je n'ai pas peur : des gens ne sont pas là aujourd'hui, un éleveur est sur son lit, paralysé, à Saint Malo, deux femmes sont en dépression, un autre à l'hôpital... voilà où mène l'attitude d'UFAC, qui ne veut pas reconnaître ses

responsabilités... Mon voisin de Saint Malo, qui a craqué : sur 70 veaux, 14 ont crevé en 4 jours... D'ailleurs, c'est bien simple, là-bas, l'huissier n'osant plus venir lui-même pour toucher ses créances envoyait un gendarme à sa place... le gendarme était tellement bien reçu... aujourd'hui, il ne veut plus, il vend du vin à Vallet, il est plus tranquille...»

UN ACCORD QUI FERA DATE :

La manifestation, commencée par l'exposé des cas concrets, par les éleveurs eux-mêmes, s'est durcie tout au long de l'après-midi :

meeting devant les bureaux, envoi d'une délégation, puis les manifestants pénètrent dans la cour, écartent les gendarmes, dont l'un cherchait à prendre des photos, prennent contact avec les ouvriers. Puis les bureaux sont envahis, des boîtes d'aliments pour bétail sont ouvertes et répandues.

«N'y touchez pas, surtout, c'est toxique». Et finalement, Peigne cède : un huissier entérine l'accord. Un accord dont les 11 autres éleveurs exploités par UFAC (concessionnaire Lefevre, à Caen), vont sans doute, à leur tour, s'inspirer.

UFAC, société multinationale,

bien implantée dans certains pays en voie de développement, où la main-d'œuvre n'est pas payée cher, symbolise une nouvelle forme d'exploitation du travail ouvrier et paysan. La réelle victoire obtenue, à Landémont par 150 paysans (Paysans-Travailleurs de l'Ouest, Comité de Défense des Éleveurs FDSEA 44) fera date : plus encore que celle qui se prépare, contre Verrier, exploitateur «PME» dans la même branche, sur lequel les éleveurs concernés ont désormais droit de saisie.

(Nouvelles de l'APL «Ouest Information»)

A propos du «miracle» de Bruxelles

Une fois de plus les ministres du Marché Commun décident à Bruxelles une baisse du revenu des petits et moyens paysans. En effet, pour l'ensemble des productions, les augmentations de prix sont bien inférieures à la hausse des coûts de production et du coût de la vie.

POUR LE LAIT :

Les 2/3 de la collecte annuelle seront payés comptant des corrections monétaires, à +3,1 % du 15 mars au 16 septembre et de nouveau 3 % à cette date.

Encore faut-il que les prix soient répercutés aux producteurs, ce qui n'a pas été le cas en 1975.

L'incorporation de poudre en lait dans les aliments du bétail va se traduire par une augmentation importante des coûts de production des porcs et de la volaille notamment, mais aussi du lait. Or ce sont les industriels, qui sont responsables de ces stocks, il ne saurait être question maintenant d'en faire supporter les conséquences aux petits et moyens paysans ; ce n'est pas à eux



de palier à la surproduction et aux stocks qui résultent de la recherche du profit maximum, ce qui se traduit par une imposition de normes de production de plus en plus contraignantes pour les producteurs de lait.

Autant dire que la nouvelle hiérarchie promise va se traduire par une élimination des

petits paysans ; l'augmentation des charges étant supérieure à celle des prix du lait.

Face à cela, nous revendiquons les 50 000 premiers litres de lait à 1,06 F/l afin d'assurer un salaire, et dénonçons la course aux investissements qui veulent dire hausse de la productivité et

disparition simultanée de petits paysans.

POUR LA VIANDE :

L'augmentation du prix d'orientation est de 6,6 %. Mais le prix d'intervention, seul garanti pour le producteur, baisse de 93 à 90 % du prix d'orientation.

POUR LE VIN :

Les viticulteurs se voient octroyer la garantie d'écouler leur production à 9,63 F le degré hecto (10,63 en tenant compte de la prime de qualité), alors qu'il faudrait au moins 13 F pour vivre au SMIC par exemple sur une exploitation du Biterrois (vin de consommation courante).

Ces décisions ne résoudront pas la crise, dont les événements de ces derniers jours mesurent l'ampleur !

(extrait de la déclaration du Collectif National Paysans-Travailleurs)

Association Nationale Paysans-Travailleurs
36, rue de la Croix Nivert
75 015 Paris

Mardi soir, avait lieu le 3^e débat organisé par des élèves d'Agronomie et d'Agriculture de Paris dans le cadre de la «Semaine Paysanne». Le thème «le salariat agricole», avait regroupé environ 120 personnes... Une quinzaine de salariés agricoles, des exploitants-patrons, des syndicalistes, de nombreux étudiants...

Les interventions furent nombreuses et riches de témoignages : conditions de travail et de vie des salariés agricoles, convention collective très rarement appliquée ; difficultés de se réunir et de lutter ; sur les OCPR (ouvriers à capacité professionnelle réduite) dont la condition est décriée parfois par simple demande du patron, justifiant des salaires de misère ; élections aux syndicats et aux Chambres d'Agriculture ; formation et qualification, loi sur les 40 heures, etc...

Un patron dira : «dans mon exploitation, j'applique les conventions, mais je vous demande de faire des mouvements pour que les autres patrons les appliquent, car ceux qui ne les appliquent pas font du profit supplémentaire et nous font une concurrence déloyale». «Mais pour-

tant, c'est vous qui les décidez, les conventions, faites les donc appliquer !», répondra un salarié agricole.

Les interventions ont très clairement montré que les salariés agricoles s'opposaient en tout aux exploitants-patrons et qu'ils devaient, au contraire, rechercher les liens avec les petits paysans exploités par le même patron (qui cherche justement à les diviser)...

Un délégué CGT de Sanders Juvisy (boite d'alimentation pour animaux), apportant l'expérience de leur lutte récente, a posé le problème de comment réaliser le lien petits paysans-salariés agricoles-ouvriers. Ce lien, cette unité de classe a réellement dominé le débat. Les problèmes des salariés agricoles sont très souvent aussi ceux de toute la classe ouvrière. Les difficultés sont très nombreuses (répression, collaboration de classe dans les syndicats, division entre salariés agricoles et petits paysans, entre salariés agricoles et salariés de l'entreprise, entre salariés agricoles et eux-mêmes). C'est en les surmontant que se réalisera l'Unité Populaire, dont ce débat témoignait d'une avancée !

Chausson Gennevilliers

«LA LUTTE DES VITICULTEURS EST AUSSI NOTRE LUTTE»

Ce qui s'est passé à Montredon et dans la région de Narbonne, c'est un pas de plus fait par la bourgeoisie pour réprimer et étouffer toute révolte populaire. De cela, les travailleurs en sont conscients, et pour beaucoup d'ailleurs, ils ont eu à faire face aux CRS, lors d'occupations d'usine, de manifestations...

Mais les quelques réflexions entendues à Gennevilliers, sur le marché, et en particulier à Chausson, méritent un peu d'attention. Ainsi, samedi dernier, c'est une femme, aide-soignante à Beaujon qui nous dit que : «de toute façon, il faudra que ça éclate un jour ou l'autre, car les paysans, c'est comme nous, à force d'être trompés, on n'a pas d'autre solution, et là, ils ont eu raison, quand on se bat, on prend des risques, mais puisqu'il faut en venir là...» De fait, qui est

passé à l'offensive : les vignerons ou la bourgeoisie ?

Pour un OS de Chausson, d'origine marocaine : «C'est important ce qui s'est passé, pour les paysans, pour nous. Les viticulteurs, ils n'ont pas hésité à affronter les flics. D'ailleurs, les vignerons qui avaient été arrêtés, ils ont du les libérer».

Cette faiblesse de la bourgeoisie, incapable de nous leurrer par un quelconque projet politique, éclate au grand jour : devant la colère des vignerons, leur détermination, devant les cibles visées par les petits viticulteurs (perceptions, relais de télévision), la seule réponse de Giscard a été le fusil. Il n'y a pas de doute, à Chausson, pour la plupart, la lutte des viticulteurs, c'est aussi leur lutte, même si l'unité des ouvriers et des paysans reste encore quelque chose d'abs-



trait. En effet, d'où viennent-ils et qui sont-ils, ces milliers de travailleurs marocains que déporte notre bourgeoisie ? La plupart sont des petits paysans, dont les lopins de terre ne suffisent même plus pour nourrir leur famille, et qui ont été obligés de venir s'expatrier en France.

Au travers de ce qui s'est

passé à Montredon, c'est aussi pour les travailleurs de Chausson, le souvenir proche de ce qu'ils ont dû affronter pendant la grève de l'an dernier : «Nous aussi, on a du affronter la répression...» et puis : «Si seulement on était resté au coude à coude jusqu'au bout...»

Correspondant Gennevilliers

Renault : LA MORT D'UN VITICULTEUR N'INTERESSE PAS LE P«C»F !

A l'annonce de la mort du viticulteur, c'était un sentiment de révolte et de colère qui dominait chez les ouvriers de Renault-Billancourt. Si certains regrettaient qu'on en soit arrivé à ce stade de violence, l'ensemble était révolté par l'attitude de la bourgeoisie qui de plus en plus envoie ses flics tirer sur les ouvriers et les paysans, en réponse à leur volonté de lutte. Mais il y a aussi l'idée que la lutte des viticulteurs a marqué une étape. «S'ils ont sorti des fusils, c'est qu'ils sont déterminés à ne pas se laisser tuer, à lutter jusqu'au bout, à ne pas reculer devant les menaces de la bourgeoisie».

Les ouvriers sont concernés, eux aussi, par les luttes des paysans... En revanche, à Renault, les travailleurs ont peu parlé des résultats des cantonales de la veille. Bien que les révisionnistes aient copieusement arrosé l'usine de tracts appelant à voter P«C»F, les ouvriers ne se sentent pas concernés par ces élections. Par contre, un bon nombre ne comprenaient pas pourquoi le P«C»F ne parlait pas de la mort du viticulteur. Ces gens-là ne s'intéressent-ils donc qu'à leurs sièges de conseillers généraux ?

Correspondant Renault-Billancourt

21 MARS : RASSEMBLEMENT COMMUNISTE

A l'appel du
Parti Communiste Révolutionnaire (marxiste-léniniste) et de
l'Union Communiste de la Jeunesse Révolutionnaire

MANIFESTONS DIMANCHE 21 MARS
10 h 30 — PLACE DE LA REPUBLIQUE (Angle du Bd Voltaire)
POUR PREPARER L'OFFENSIVE OUVRIERE
POUR UNE ISSUE REVOLUTIONNAIRE A LA CRISE

De 14 h à 24 h : **RASSEMBLEMENT COMMUNISTE**
MUTUALITE (Métro Maubert-Mutualité)

LES TRAVAILLEURS DE FRANCE ACCUSENT LE
CAPITALISME EN CRISE :

— **CHOMAGE : NON**
AUX LICENCIEMENTS !
HALTE AUX SAISIES ET
AUX EXPULSIONS !

— **DEFENDONS NOS DROITS — DEVELOPPONS NOS LUTTES !**
A BAS LE RACISME ANTI-JEUNE

— **CEPEM-THERMOR (Orléans) : BILAN D'UNE LUTTE**

— **VIVE LA LUTTE DES TRAVAILLEURS DE FOUGERES !**

— **APRES L'ASSASSINAT DE PAYSANS PAR LES FORCES DE**
REPRESSION : VERS L'UNITE OUVRIERS-PAYSANS.

Des ouvriers de Piron (Bretoncelles), de SMN (Caen), de
Paris-Rhône (Lyon), des ouvriers de Fougères, des paysans du
Jura, de Saône-et-Loire, des jeunes, prendront la parole...

STANDS DE PLUS DE 100 ENTREPRISES
ET DES USINES EN LUTTE

— **INTERVENTION CENTRALE DU PARTI COMMUNISTE**
REVOLUTIONNAIRE

— **MUSIQUE ET CHANTS**
DE GILLES SERVAT

— **EN SOIREE : LES LUTTES DES PEUPLES DU MONDE :**

— **L'ESPAGNE EN LUTTE**
Avec des militants des
Commissions Ouvrières

— **VIVE LA REPUBLIQUE**
ARABE SAHRAOUIE
DEMOCRATIQUE

— **PALESTINE**
— **PORTUGAL**
— **IRAN**
— **CHINE...**

Ils viendront le 21 mars.

Mardi dernier, en collant des affiches appelant au Rassemblement Communiste du 21 mars dans une rue d'Aubervilliers, nous avons eu cette discussion avec un travailleur italien. Il est d'abord passé devant nous avec une moue vraisemblablement désapprobatrice pour nos affiches.

Soudain, rebroussant chemin, il revient vers nous avec un grand sourire : « Ah, mais je croyais que c'était encore la mairie » (entendez par là le PCF !). Et il continue : « Parce que, vous savez, ils sont forts en parolottes, ceux-là, mais pour le reste, il n'y a plus personne ! Tenez, moi, pendant la guerre, j'ai passé 3 ans en déportation. Toute ma famille a été tuée par les nazis... »

Ça fait un an et demi que je suis au chômage et que je ne touche que 210 francs par mois. Eh bien, il y a quelque temps, je suis allé les trouver, à la mairie, pour leur demander... pour voir s'ils n'auraient pas du travail à me proposer pour la commune. Moi, j'en connais qui y tra-

vaillent. J'ai dit que ce que je voulais, ce n'était pas la charité. Ce que je veux, c'est travailler, faire vivre ma famille. Eux, ils m'ont écouté bien poliment, et c'est tout. Il y a quelques jours, c'était la reprise des cartes. Un des gars est venu me voir pour me la proposer. Je lui ai dit : « Je n'ai même pas de quoi manger, je ne sais pas avec quoi je pourrais payer les timbres, je n'en veux pas ». Il m'a répondu : « Ça ne fait rien, prends là quand même ». Ah ça, non ! La carte, ils veulent bien me la donner, mais du boulot ou une aide comme ils donnent aux autres, ça, je n'y ai pas droit ! Je lui ai dit de garder sa carte... »

Ce n'est que le début de la longue conversation que nous avons eue avec ce chômeur italien de 54 ans qui cherche du travail depuis un an et demi. Pour lui, pas question d'accepter son sort de chômeur, de « mendiant », comme il disait.

Discussion qui en dit long sur les questions que peut se poser un travailleur qui a sa carte au P«C»F, mais qui

subit chaque jour le quadrillage, les pressions du P«C»F sur les masses, l'omni-présence des révisionnistes dans les municipalités qui sont en leurs mains.

Tout le reste de la conversation sera traversé de deux questions principales que ce travailleur perçoit pour le moment de la façon suivante : c'est vrai que les gars du P«C»F se conduisent comme des bourgeois ?

Et surtout, quels sont les obstacles que les travailleurs rencontrent ? A nous de lui montrer finalement le lien qui existe entre ces deux questions qui reviennent constamment dans sa bouche.

Le 21 mars ? Rencontrer d'autres travailleurs en lutte, ou qui ont lutté, discuter avec eux de leurs expériences, connaître des chômeurs qui se sont organisés dans des Comités de Lutte contre le Chômage, pourquoi pas ? « Je vais lire votre journal et nous en discuterons. A bientôt ».

Corr. Aubervilliers

Le Comité de quartier de Vitry participera au meeting du PCR(ml), le 21 mars.

Pour lui, l'intéressant, c'est de pouvoir confronter les points de vue avec d'autres comités, quelle que soit la forme de ceux-ci (comités de locataires, de quartier, contre le chômage) et d'échanger des expériences sur les luttes contre les saisies, les coupures de l'EDF, la hausse des loyers, etc...

Quelles sont les formes de lutte sur les quartiers, sur quoi se sont mobilisés les gens, voilà ce qui nous intéresse. Le rassemblement du 21 mars devrait favoriser cet échange et il faudrait que cet échange soit organisé à un moment du rassemblement.

Le comité viendra avec deux brochures qu'il a faites sur les saisies et le chômage.

Qu'y-a-t-il de prévu pour la garde des jeunes enfants (crèche, sieste, activités créatives...) et pour la restauration ?

(Mulhouse)

Pour les enfants, une crèche est bien sûr prévue, et tout sera fait pour les occuper au mieux. Mais pour que ce soit possible, il serait bon que chaque délégation dégage quelques camarades, à tour de rôle, pour participer à cette tâche. Pour ce qui est de la restauration, un buffet est prévu (sandwichs)

LA VIE DU JOURNAL

Un jour viendra

J'écris au Quotidien, car une fois de plus, la T.V. a donné la parole aux pires ennemis de la classe ouvrière. Lundi 8 mars, était programmé un film-débat sur Rommel.

Réalisateur : Jean-François Chiappe, participaient au débat : François Duprat et André Brissaud (tous membres notoires du Front National).

J'ai pris l'habitude de tout conserver : articles de journaux, tracts, etc... Je vous envoie des coupures de presse. Comme vous le voyez, Chiappe, Duprat, Brissaud affichent bien haut leurs opinions, cela n'empêche pas la télé de leur donner la parole.

Au moment où la bourgeoisie fait tirer sur les masses populaires, au moment où 2 agriculteurs sont tués en l'espace de 3 semaines par les CRS, la présence devant des millions de téléspectateurs de nazillons n'a pas de quoi surprendre.

Je vous envoie donc cette lettre en espérant que vous pourrez l'utiliser. Cela n'est pas grand chose, mais viendra un jour, où la mobilisation des masses en dehors des jérémiades « démocratiques » du PC et du PS, imposera la démission des organisateurs de telles émissions.

R.F. Caen

Faites confiance à la Sécurité Routière !

Je vous écris à propos d'un bilan de la Sécurité Routière qui comparait accident du travail et accident de la route, OS et homme au volant, film qui mérite toute notre attention.

Dans ce film, on voit qu'un OS peut travailler rapidement, et sans danger parce que sa machine est dotée d'un mécanisme de protection ultra perfectionné. L'homme au volant lui, n'a pas cette chance. Il est obligé de ralentir, de se reposer de temps à autre, car bien entendu c'est la bêtise des chauffeurs qui veulent aller vite qui provoque les accidents.

Alors, messieurs du Quotidien du Peuple, pourquoi nous dites-vous qu'il y a encore des accidents du travail en France ? Pourquoi nous dites-vous que la grande responsable des accidents de la route c'est la fatigue nerveuse qui résulte du travail en baigne capitaliste ? (...)

Faites confiance à la Sécurité Routière !

L.N. Lons



Bravo pour le 16 pages

Bravo pour le 16 pages du week-end, vraiment il y avait beaucoup de choses intéressantes à lire. Dommage qu'il ne nous soit arrivé que dimanche. Ce que j'ai bien apprécié, c'est la page de photos, c'est une très bonne idée, ça permet de retracer l'actualité de la semaine rapidement pour quelqu'un qui n'a pas bien le temps de lire c'est très appréciable. En plus, je peux le montrer à ma fille en lui expliquant. Comme vous l'avez montré dans l'article sur la visite d'usine de Rehault par les enfants, lorsqu'on s'exprime simplement les enfants s'intéressent énormément à la politique. Je propose que tous les samedis, il y ait une page photo.

G.F. Grenoble

Paris

Pour le soutien au peuple d'Oman

MEETING — FILMS — CHANTS

- avec
- la chorale de la péninsule arabique et le chanteur Mohamed Hamam,
 - le groupe musical arabe,
 - la chorale de l'Union des étudiants Iraniens en France

MUTUALITÉ
24, rue St Victor.

dimanche 14 mars à 14 h

organisé par le Comité de Soutien à la Révolution en Oman
B.P. n° 20 - 75661 PARIS Cédex 14

Le Quotidien du Peuple
publication du PCR (ml)
Adresse postale :
BP 225 75 924
Paris Cedex 19
CCP n° 23 132 48 F Paris
Directeur de publication
Y. CHEVET
imprimé par IPCC Paris
distribué par les NMPP
Commission Paritaire :
56 942

TELEPHONEZ AU
QUOTIDIEN DU PEUPLE
208-65-61 PARIS de 9 H à 17 H

PAYS BASQUE : LA PAROLE A L'ETA

(2) PERSPECTIVES POLITIQUES

Organisation patriotique basque, l'ETA est surtout connue pour ses actions militaires, comme l'exécution de Carrero Blanco. Mais ce serait une erreur de l'envisager exclusivement de ce point de vue. L'ETA est un mouvement politique, qui a son programme, ses perspectives, et mène un travail de masse.

«Herri Koi Batasuna» : un programme minimum

—Le Quotidien du Peuple : «Vous avez évoqué la nécessité de construire une alternative politique fondée sur le double aspect de votre lutte, national et de classe. Cette alternative se concrétise-t-elle aujourd'hui en un programme ?

—E.T.A. : Depuis mai 75, nous avons un programme, Herri Koi Batasuna, qui répond aux aspirations et au niveau de conscience du peuple basque.

1) Etablissement des libertés démocratiques, sans restriction.

2) Amnistie : liberté pour tous les prisonniers politiques et syndicaux, retour immédiat des exilés et des réfugiés. Ces deux points font l'unanimité de toutes les forces d'opposition. Mais nous insistons sur le fait que cette liberté doit être arrachée par la lutte et non mendiée comme le fait le PSOE.

3) Adoption de mesures immédiates pour améliorer les conditions de vie et de travail des masses populaires et plus particulièrement de la classe ouvrière et satisfaction de ses aspirations sociales immédiates.

4) La dissolution des corps répressifs (BPS, Guardia Civil) et des juridictions d'exception, ainsi que le jugement et le châtiement des auteurs de la répression.

5) La reconnaissance d'Euskadi comme

nationalité, avec pleine souveraineté, ce qui suppose le libre choix de son avenir et l'existence d'un Etat propre.

6) L'établissement immédiat et à titre provisoire d'un régime d'autonomie à travers un statut élaboré par une commission créée à cet effet au sein d'un organisme unitaire qui recueille toutes les initiatives de notre peuple.

7) La constitution, dans le cadre d'un tel statut d'un Gouvernement provisoire d'Euskadi, composé de forces démocratiques qui le souhaitent, ayant le droit d'être présent, au nom du peuple basque, dans les organes du pouvoir central qui surgiront après la destruction du fascisme. Ce gouvernement ne reconnaît le gouvernement provisoire central qu'à la condition qu'il respecte et garantisse les principes et les libertés que nous avons posés.

8) Nous pensons qu'il est nécessaire de donner tous les moyens d'intégration à la réalité nationale basque aux émigrants, mais aussi d'accorder toutes les garanties et d'assurer l'égalité à tous ceux qui, habitant au Pays Basque, voudraient conserver leur identité nationale d'origine et ne souhaiteraient pas l'intégration.

Ce programme minimum constitue une alternative politique tactique.



Lutter pour l'Unité

—«Quels moyens envisagez-vous pour faire triompher ce programme ?»

—ETA : «Il existe aujourd'hui un décalage entre le degré d'unité réalisée par le peuple basque au cours de ses luttes et le degré d'unité des organisations politiques qui travaillent en Euskadi. Nous pensons qu'il faut constituer un Organisme Unitaire capable de concrétiser cette alternative tactique. Nous avons, sur ces bases, engagé des discussions avec toutes les organisations d'opposition, mais seuls aujourd'hui ORT, MCE et le Parti Carliste partagent ce programme, les autres s'en tiennent à des positions «espagnolistes» ou attendent les libertés démocratiques du bon vouloir de Juan Carlos.

De même qu'il faut un instrument pour réaliser cette alternative tactique, de même, pour notre objectif stratégique, nous impulsions dès aujourd'hui un Front «Abertzale» (Patriotique), c'est-à-dire un front de toutes les classes populaires basques, dirigé par la classe ouvrière, menant une politique indépendante, et ne pouvant en aucun cas se soumettre aux intérêts de la bourgeoisie nationale basque. D'un point de vue révolutionnaire, les libertés démocratiques sont infiniment préférables au fascisme, mais c'est une erreur d'en espérer la fin de l'exploitation capitaliste et de l'oppression nationale. Ce front patriotique doit être la concrétisation non seulement d'une unité d'organisations, mais d'une unité populaire des masses.

Combinaison travail de masse et action militaire

—QdP : «A l'étranger, on ne parle de l'ETA qu'à propos d'opérations spectaculaires telles qu'exécution de criminels fascistes ou séquestrations. Pourtant, si ETA se limitait à ce genre de travail, on ne comprendrait pas pourquoi ETA, en dépit de la très dure répression dont elle est l'objet, continue à avoir une assise et une sympathie populaire. Quel travail de masse fait ETA ?

—ETA : «Tu as raison de souligner cela ; depuis de longues années, nous menons un «obscur» travail de masse, et nous impulsions aussi la lutte revendicative, syndicale dans les usines ; mais ce travail a une double dimension, car le prolétariat est opprimé comme classe et comme peuple. Cet aspect de notre travail s'est accentué depuis la dernière scission, début 75 entre nous, qui voulons conjuguer travail politique et travail militaire, et ceux qui axaient tout sur le travail militaire. Depuis, nous avons impulsé des organisations de masse, les LAB dans la classe ouvrière, dans les usines, et IASE chez les étudiants et Batzar comme organisation populaire de quartier, sur des bases de classe et des bases nationales.

QdP : «Tu viens de parler de la conjugaison entre travail politique et travail militaire : quel lien faites-vous entre les deux ?

ETA : Les actions «militaires» comme par exemple, les exécutions de tortionnaires, qui démoralisent les occupants, servent à radicaliser le processus révolutionnaire basque, comme un appui et un complément de la lutte des masses. Par exemple, lorsqu'après deux mois de grève, un patron est séquestré ou enlevé, c'est le

prolongement naturel de la lutte des ouvriers, le moyen de faire déboucher cette lutte sur une victoire, quand tous les autres moyens ont été épuisés. L'activité de l'appareil militaire doit, en tout état de cause, répondre à des nécessités politiques ; sur le plan organisationnel, si, pour des raisons de sécurité, il y a séparation de l'appareil militaire, il est, comme tout autre aspect de notre travail, subordonné à un organisme politique unique. L'action militaire de ETA est appelée, plus tard, à constituer une armée populaire si le processus révolutionnaire l'exige. Actuellement, il se limite à des actions qui radicalisent le processus et démoralisent les ennemis du peuple basque. Marx et Engels ont toujours dit que la prise du pouvoir, la destruction du pouvoir de la bourgeoisie revêtait un caractère inévitablement violent : s'appuyer sur les masses, se fondre en elles et assumer correctement la nécessité de la lutte armée sont deux points fondamentaux de la stratégie révolutionnaire.

—QdP : «Ce qui sous-tend tout votre travail, c'est la liaison entre la lutte de libération nationale et la lutte pour le socialisme. Peux-tu préciser les liens entre les deux ?

—ETA : Nous donnons un contenu de lutte de classes à la lutte de libération nationale ; ETA est au service des travailleurs basques, de leurs intérêts. Aucune solution politique au problème national ne peut être considérée comme valide si elle va contre les intérêts des travailleurs. Pour nous, la liquidation du pouvoir économique et politique des classes dominantes, et en particulier de la bourgeoisie, et la liquidation de l'oppression nationale vont ensemble.



—QdP : Le statut de 36 doit être modifié. A propos du statut provisoire dont tu as parlé, faites-vous référence au statut de 36 ?

—E.T.A. : Nous n'oublions pas les statuts de la période républicaine, mais il faut tenir compte des acquis de la lutte nationale, et de toute façon considérer l'autonomie comme un premier pas, notre objectif étant l'instauration d'un Etat basque indépendant socialiste populaire. C'est pourquoi, il y a un certain nombre de points différents, par exemple la reconnaissance du bilinguisme sur tout le territoire, en donnant priorité à notre langue, l'euskera. Un point important, c'est l'inclusion dans Euskadi de la Navarre, qui en est partie intégrante. Nous pensons qu'il est nécessaire d'exprimer les liens nationaux qui

unissent par delà les frontières d'Etat, les Basques du Nord et du Sud.

Il y a encore des points à préciser, par exemple, lorsque nous parlons de la dissolution des corps répressifs, on ne peut pas passer sous silence comme font certains, le problème de l'armée : nous voulons la destitution des cadres fascistes, le contrôle de l'armée qui ne doit pas dépendre du pouvoir central et la création de corps de sécurité et de défense au service du gouvernement provisoire.

Je voudrais ajouter que les huit points ci-dessus constituent une alternative pour le futur immédiat, mais que notre objectif stratégique demeure inchangé, l'instauration d'un Etat basque socialiste.